

hebdo

monde

Libertaire

**DOSSIER « ÉLECTIONS »
PORTRAIT D'ANDRÉ LAJOINIE**

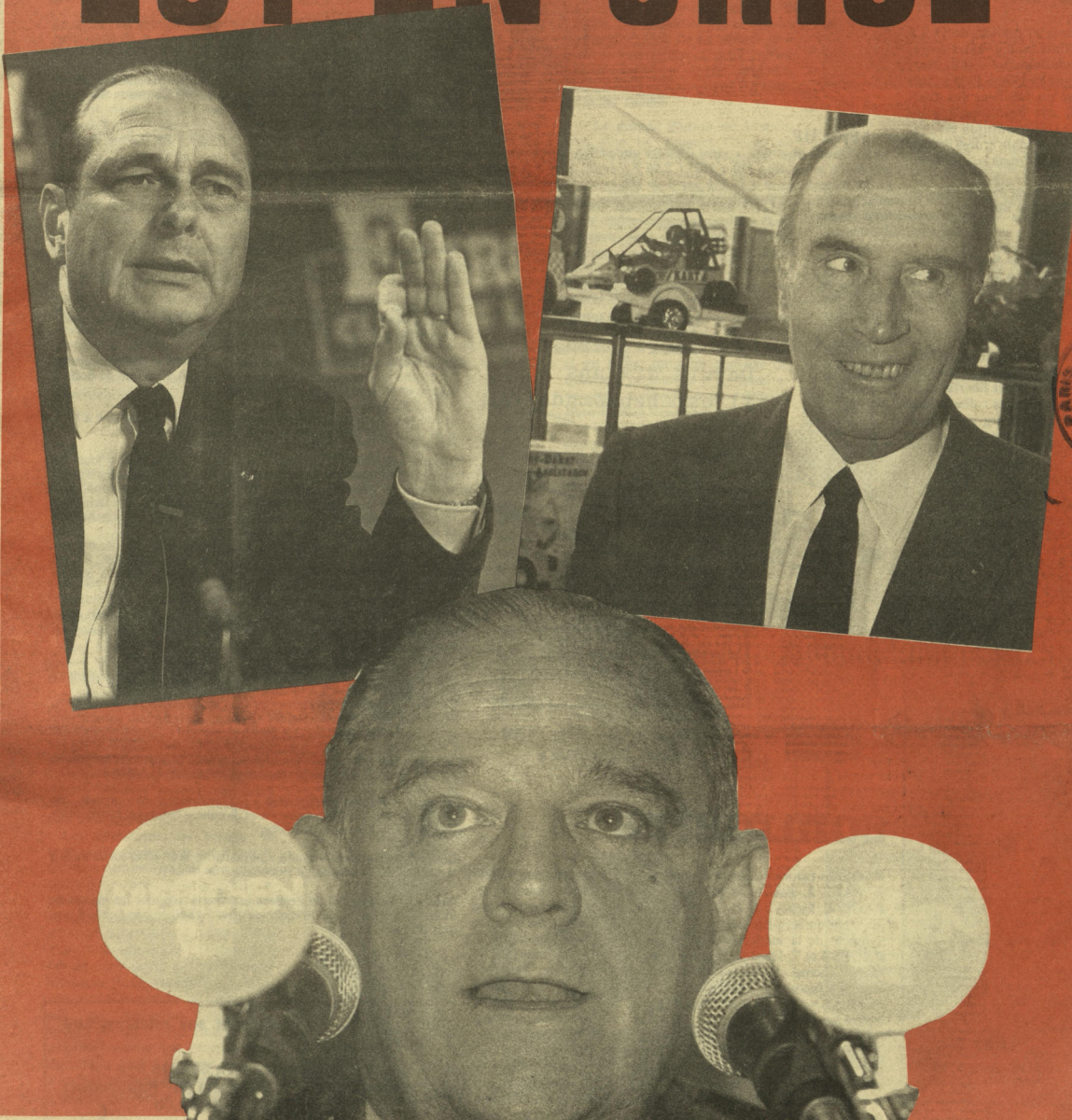
FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°696 JEUDI 25 FÉVRIER 1988 10,00 F

CAMPAGNE ÉLECTORALE

LE SPECTACLE EST EN CRISE



ANNÉE DU DRAGON



EDITION SPÉCIALE

ASIE

le monde
libertaire

CHINE
Interview
du cinéaste
Wu Tianming :
quel avenir pour
le cinéma chinois ?
PAGE 6

JAPON
A propos
de la peine de mort...
une barbarie
qui dure.
PAGES 6 ET 7

INDONÉSIE
Il y a 23 ans,
les militaires
prenaient le pouvoir
et massacraient
les opposants.
PAGE 7



MÉDECINE
Le Syndicat
de la médecine
générale : quelle
pratique aujourd'hui
et quelle alternative
demain ?
PAGE 5

F°P. 2520

communiqués éditions

• GRENOBLE
Le groupe de la Fédération anarchiste de Grenoble vous invite, le vendredi 26 février à 20 h 30, au centre socio-culturel Chorier-Berriat, 10, rue Le Chatelier, 38000 Grenoble, à une conférence-débat : « L'anarchisme aujourd'hui ». Cette soirée sera animée par Gaetano Manfredonia.

• SAINT-DENIS
Le groupe Henri-Poulaillé de Saint-Denis précise à ses sympathisants qu'il est possible de le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures, qui transmettront.

• TOULON
Le groupe région toulonnaise tiendra un stand au 3^e Festival du Livre, les 11, 12 et 13 mars, salle Gérard-Philippe à la Garde. Conférences sur : le roman historique, la Révolution de 1789 en Provence, etc. Des expositions et des spectacles sont prévus au programme (entrée libre).

• LILLE
Le programme de la « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Broutchoux, chaque vendredi de 21 h à 23 h, sur Radio-Campus (99.6 MHz) est le suivant : vendredi 26 février, « Espagne 1936-1939 » (un historique, une présentation des réalisations anarcho-syndicalistes, des témoignages de femmes libertaires) ; vendredi 4 mars, « La candidature Juquin » (débat entre un membre du P.A.C. et un militant de la F.A.).

• VAUCLUSE
Une liaison est en création dans le Vaucluse, les sympathisants désirant entrer en contact avec celle-ci peuvent écrire aux Relations Intérieures, qui transmettront.

• LILLE
Le Centre culturel libertaire organise une permanence librairie, chaque mardi de 19 h à 20 h et chaque samedi de 15 h à 19 h, au 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, métro Fives (tél. : 20.47.62.65).

La prochaine conférence aura lieu samedi 27 février, de 15 h à 19 h, avec la participation de Franck Mintz, auteur entre autres de « L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire » (Ed. Maspero). Elle aura pour thème : « L'Espagne de 1936 à 1939 », une page d'histoire trop souvent méconnue ou falsifiée, des expériences autogestionnaires fantastiques, une problématique du changement social toujours d'actualité. Une exposition est également prévue au cours de cette après-midi (visible d'ores et déjà aux heures de permanence), ainsi qu'un diaporama sur les réalisations anarcho-syndicalistes entreprises par la C.N.T. Enfin, la bibliothèque de prêt vous offre par ailleurs plus de 600 titres et comporte de nombreux ouvrages sur l'Espagne libertaire.

• TOURS
Le groupe de Tours de la Fédération anarchiste tiendra désormais ses permanences les mardis de 11 h 30 à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

• BORDEAUX
A l'initiative de militantes de la Fédération anarchiste de Bordeaux aura lieu, le 5 mars, une journée de fête pour la journée internationale de la femme, du 8 mars ; à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet. Au programme des réjouissances : deux films vidéo avec discussion autorisée, « Rosa Luxembourg » et « May Picqueray » ; divers sketches théâtraux de femmes ; buffet ; buvette ; table de presse.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publ Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
 N°..... Rue.....
 Code postal..... Ville.....
 A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin
 Pour tout changement d'adresse,
 joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

• BROCHURE
Le groupe anarchiste Kropotkine vient d'éditer une brochure consacrée aux « départements français d'Amérique », dans laquelle est abordée la situation politique et économique de la Guadeloupe et de la Guyane ainsi que de l'évolution des mouvements idépendantistes. Elle est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

• « LE FARFADET »
La liaison de Nantes édite un journal « Le Farfadet », il est possible de se le procurer sur le marché de Talensac, tous les samedis matins, auprès des militants lors de vente du « Monde libertaire ».

• BRIQUET
Le groupe de la Fédération anarchiste et le Collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu ont édité un brique « Ni Dieu ni Maîtres », rouge sur fond noir (prix : 15 F). Pour toute commande : « Contre courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• BROCHURE
Après le « Lexique de l'anarchisme », les éditions Akatene viennent de rééditer une brochure d'Aristide Lapeyre, « Libres opinions sur Pierre-Joseph Proudhon ». Cette brochure est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F l'unité.

• « CONTRE VENTS ET MAREES »
Le n° 46 (février) de « Contre Vents et marées » est paru. Ce journal d'humeur anarchiste est édité par le groupe de la Fédération anarchiste et le Collectif anarchiste de Bourgoin. Pour tout abonnement : « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (50 F).



• AFFICHE
Le « Monde libertaire » vient d'éditer une affiche pour sa campagne de promotion (70 x 102) : 2,50 F l'unité, 1,00 F à partir de 10 exemplaires et 0,80 F à partir de 100 exemplaires. On peut se la procurer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Depuis un siècle les anarchistes ont leur journal. Depuis dix ans il est hebdomadaire.

le monde libertaire

CHACQUE SEMAINE DES INFORMATIONS EXCLUSIVES !

...Et le point de vue des anarchistes.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Société : Cinéma et classe politique, Editorial — PAGE 4, Luttés : C.G.R. : entreprise d'assainissement, Nantes : Nuremberg-sur-Loire, En bref — PAGE 5, Social : Le Syndicat de la médecine générale, La Charte de Besançon — PAGES 6 et 7, Dans le monde : Ombres de plomb, masques de sang, Cinéma chinois : interview de Wu Tianming, Peine de mort au Japon : la vengeance est à eux — PAGE 8, Société : Procès d'Action directe : bon appétit, 8 ministres intégrés 1, Lettre ouverte à Jean-Paul II — PAGE 9, Informations internationales : Grande-Bretagne : conférence de la Croix Noire Anarchiste, Japon : journée internationale de soutien à Omou, Espagne : communiqué du C.A.S.P.A., Lettre de Hongrie, Communiqué de soutien à Gemignani — PAGE 10, Archives : Les « anarchistes chrétiens » — PAGE 11, Expressions : Vidéothèque de Paris, Philosophie, Programmes de Radio-Libertaire, Polar — PAGE 12, Politique : André Lajoinie.

liste des permanences des groupes f.a.

- PROVINCE
- AISNE**
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (16) 23.80.17.09.
 - ARDECHE**
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
 - BOUCHE-DU-RHONE**
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
 - CHARENTE-MARITIME**
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
 - COTE-D'OR**
Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistouffe, 61, rue Jeannin, Dijon.
 - COTES-DU-NORD**
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
 - DOUBS**
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.
 - FINISTERE**
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 11 h à 12 h au marché de Saint-Martin.
 - HAUTE-GARONNE**
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
 - GIRONDE**
Groupe « Durruti » de Bordeaux : permanences tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
 - Groupe « Emma Goldman » de Bordeaux : permanence le mardi, de 19 h à 20 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (tél. : [16] 56.81.01.91).
 - ILLE-ET-VILAINE**
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
 - INDRE-ET-LOIRE**
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le lundi (sauf pendant les vacances scolaires) de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
 - LOIRE**
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois, à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-A.I.T./L.P., Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
 - LOIR-ET-CHER**
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).
 - MAINE-ET-LOIRE**
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).
 - MANCHE**
Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.
 - NORD**
Groupe « Benoît-Broutchoux » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, et le samedi, de 15 h à 19 h, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille, métro Fives (répondeur téléphonique au [16] 20.47.62.65) ; les mercredis, de 12 h 30 à 13 h 30 à l'Université de Lille III (Pont-de-Bois) ; et les dimanches, de 11 h à 12 h, sur le marché de Wazemmes.
 - Groupe « Humeurs noires » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, 59000 Lille (M^o République). Adresse postale : groupe F.A., B.P. 79, 59370 Mons-en-Baroeuil.
 - PYRÉNÉES-ORIENTALES**
Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanence tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.
 - SEINE-MARITIME**
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleur.
 - Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Croisnes, à Rouen. De plus, un répondeur enregistreur est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.
 - SOMME**
Groupe d'Amiens : permanences et table de presse tous les jeudis, de 12 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire « Le Bailly ».
 - VAR**
Groupe « Région-toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'étude et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.
 - VENDEE**
Groupe libertaire de Vendée : permanence le 3^e vendredi du mois à la Bourse du Travail de La Roche-sur-Yon, à 21 h.
 - VIENNE**
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :
 le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
 Tél. : (16.1) 48.05.34.08

le m

U

nario c
 Dialog
 (sous-ti
 langud
 grand
 Séguela
 bruits d
 et en p
 qu'urne
 ques :
 me qui

D

CHARLES HERNU

et l'In
 version
 politici
 techniqu
 d'action
 accordé
 Financé
 l'aide act
 pération,
 et des d
 porteurs
 Avec c
 François
 Jacques
 tre), Ray
 Michel R
 calife à
 Hernu (P
 Giscard
 Léotard
 Lajoinie
 Juquin,
 Waechter,

En l'an
 une vieil
 de l'Oues
 guerriers
 tent en ch
 rer le Tr
 temps pes
 entre les
 roses de
 François
 Rose, Mas
 Tonton 1^{er}
 — les ad
 gueule et
 fond des
 une cour d
 (les « Léc
 profession
 sauver le
 grenouille
 Charles H
 Agent tro
 dans Playb
 bon look d
 Les adv
 vont utilis
 suffrage un
 sition pour
 la fête de
 ministre (Ja
 à l'écran da
 Y a-t-il un
 fait bronze
 même) et se
 voit sa bel
 par son
 terreur (le
 qua célèbre
 légendaire
 le sac) et sa
 il tente d'at

CINÉMA

« La grande illusion »

UN film de Dame France sur une idée de Charles de Gaulle. Adaptation et scénario de la cinquième République. Dialogues de 1981, revus et corrigés (sous-titrages en double langage et langue de bois). Mise en scène du grand guignol band. Décor de Séguela, Havas and co. Son et bruits de fond assurés par le P.A.F. et en particulier TF1 (« Il n'y en a qu'une, c'est la Une »). Musiques : Bach, Verdi, Renaud (« ne me quitte pas »), *La Marseillaise*

pour gagner le droit de faire un tour de piste à l'œil. Mais le professeur veille et lorgne lui aussi sur le Trône.

Tout bedonnant qu'il est de sa connaissance du « microcosme », le professeur (le rôle est tenu par Raymond Barre dont la dernière apparition — dans *Un éléphant, ça trompe énormément* — reste très impopulaire) tente contre Tonton 1^{er} le coup classique du père François. D'autres « politiciens » essayent eux aussi de s'emparer du Trône.

autres aillent à leur tour à la chasse pour reprendre sa place.

Les critiques

« Sublime, forcément sublime » (Marguerite D. dans *Libération*). « Le Pen fait vraiment fureur dans son interprétation de para-borgne. Cet acteur qui a du muscle et du mordant obtiendrait sûrement un César si la cérémonie de remise de cette distinction n'était pas aux mains des acteurs et des cinéastes juifs et arabes » (Claude Autant-Lara dans *National Hebdo*). « Mes dialogues et mon rôle sont sincères et honnêtes. On ne peut pas en dire autant de tout le monde » (Arlette L. dans *Lutte Ouvrière*). « La grande illusion est le chef d'œuvre de l'année et j'ai fait la queue avec tous les cons pour le voir. Mitterrand s'y impose comme un des plus grands acteurs de sa génération » (Renaud dans *Salut les copains*). « Je prépare actuellement un remake de ce film qui ne m'a pas donné entièrement satisfaction » (Michel Rocard dans le *Bulletin municipal* de Conflans Sainte-Honorine). « La plupart des acteurs cohabitent merveilleusement dans cette super-production hyper-républicaine. On peut seulement regretter l'emploi du cinémascope qui élargit trop l'image à droite et à gauche. Sur le petit écran, la version pan and scannée de *La grande illusion* devrait rendre à cette œuvre patriotique son juste milieu » (Jean-François Kahn dans *l'Événement du Jeudi*).

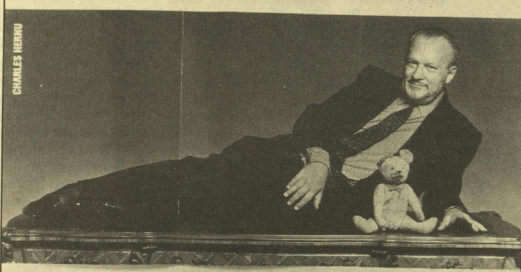
« La grande illusion est le meilleur film où Jacques Chirac ait joué. Voilà de toute évidence un acteur plein d'ardeur de volonté et de courage. Contrairement à Raymond Barre qui s'essouffle, Jacques Chirac soigne sa droite » (Line Renaud dans *Paris-Catch*). « Une œuvre grandiose où Raymond Barre crève l'écran » (madame Barre de Lyon dans le courrier des lectrices du *Figaro-Madame*). « Le camarade Lajoinie joue rudement bien et nous appellons les masses populaires à se rendre massivement et en masse dans les cinémas des quartiers populaires pour manifester leur enthousiasme » (Patrick Besson dans *l'Humanité*).

« Un vrai film aristocratique et populaire à la fois » (Patrick Besson dans le *Figaro-littéraire*). « Juquin est un acteur qui promet. Il est dans la mouvance du bon vieux cinéma post-soixantuitard que nous contribuons à faire vivre » (Alain Krivine dans *Rouge*). « Henu et Pasqua sont admirables. Les dialogues de ces deux là coulent de source dans ce film qui tombe à pic » (Alain Mafart dans la page « Actions » du Bulletin interne de la D.G.S.E.).

Notre avis

La crise du cinéma est loin d'être terminée. En réalisant cette version

DANS PLAYBOY LES PERSONNALITÉS EXPOSENT LEUR PERSONNALITÉ.



TOUT CE QUI TOUCHE LES HOMMES EST DANS

et l'*Internationale* (plusieurs versions). Coproduit par la politique avec le soutien technique des différents services d'action civique et de l'Amicale des accordéonistes de Chamalières. Financé de manière occulte (avec l'aide active du ministère de la Coopération, du ministère de la Défense et des différents groupes de gros porteurs de caisses noires).

Avec dans les rôles principaux : François Mitterrand (Tonton 1^{er}), Jacques Chirac (son Premier ministre), Raymond Barre (le professeur), Michel Rocard (celui qui veut être calife à la place du calife), Charles Henu (l'homme-grenouille), Valéry Giscard d'Estaing (l'ex), François Léotard (le moine curé), André Lajoinie (Dupont-Lajoie), Pierre Juquin, Arlette Laguillier, Antoine Waechter, etc.

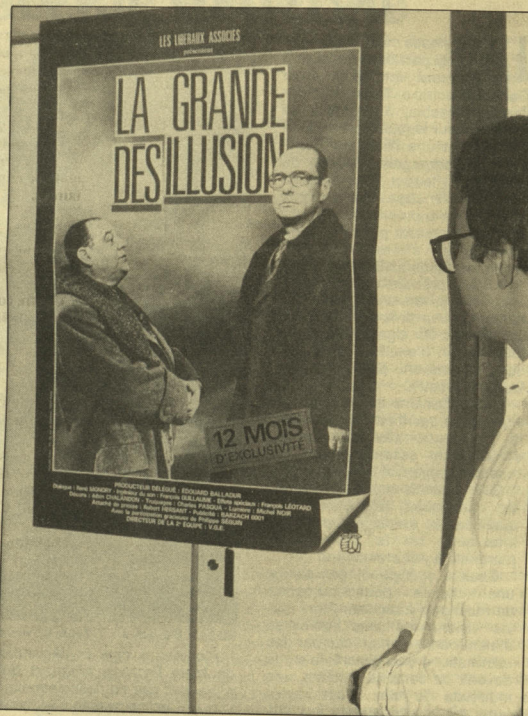
L'histoire

En l'an 1988 de notre ère, dans une vieille république de l'Europe de l'Ouest, une bande d'affreux guerriers (les « politiciens ») partent en chasse (à cour) pour récupérer le Trône (sorte de Graal des temps pestilentiels). Le Trône est entre les mains et sous les fesses roses de Tonton 1^{er}, interprété par François Mitterrand (*Le Nom de la Rose*, *Masques*, *L'Etat de grâce...*). Tonton 1^{er} du gang des « Socialos » — les adeptes du poing sur la gueule et de l'odeur de la rose au fond des cabinets — est soutenu par une cour de saltimbanques branchés (les « Lèches-Bottes ») et par des professionnels du paillason. Pour sauver le Trône, son fidèle homme-grenouille (le retour à l'écran de Charles Henu après son bide dans *Agent trouble*) montre son tuba dans *Playboy* (l'organe mou pour le bon look des durs).

Les adversaires de Tonton 1^{er} vont utiliser tous les moyens que le suffrage universel met à leur disposition pour s'approprier le Trône. A la fête de sa bande, son Premier ministre (Jacques Chirac qu'on a vu à l'écran dans *Liaison fatale* et dans *Y a-t-il un pilote dans l'avion ?*) se fait bronzer (mais pas trop quand même) et sourit ouistiti pour qu'on voit sa belle gueule partout. Aidé par son lieutenant Rambo-latteur (le vieil acteur Charles Pasqua célèbre pour son interprétation légendaire dans *L'Affaire est dans le sac*) et sa horde de « voltigeurs », il tente d'attraper le pompon Pidou

Michel Rocard (*Contre toute attente*) veut être calife à la place du calife et sème le désordre à la cour de Tonton 1^{er}. Jean-Marie Le Pen (*Le gros blond avec une chemise noire*, *C'est pas parce qu'on n'a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule*, *Y a-t-il quelqu'un pour tuer ma femme ?*) joue le rôle d'un para-borgne qui lorgne sec du côté du Trône et qui voudrait que la fête de Jeanne d'Arc (sa compagne dans le film) tombe un 6 février.

Pierre Juquin et André Lajoinie (de l'ancien duo des Marx Brothers) vont se déchirer devant le Trône l'uniforme du colonel Fabien (à la fin du film, André Lajoinie meurt d'une hémorragie cérébrale). Arlette Laguillier (*Les aventuriers de l'arche perdue*) rattrape le temps perdu sur le P.A.F. à près de 500 mots à la minute pendant qu'Antoine Waechter (*Un dimanche à la campagne*) pédale doucement dans la choucroute en attendant de se remettre au vert. Un peu en marge de cette chasse au Trône, le moine curé (l'acteur François Léotard qu'on a vu dans les films classés « Lard et lécher » et notamment dans *La Bible ne fait pas le moine* et *Un drôle de paroissien*), persuadé que le temps est avec lui, cherche dans quelle direction souffle le vent en attendant la prochaine averse. Du haut de sa grandeur, l'ex (le rôle est tenu par Valéry Giscard d'Estaing un « has been » du grand écran après sa triste déconfiture dans *Les diamants sont éternels*) contemple cette grande vadrouille pour le Trône et attend que les



« fin de siècle » d'un film qui est déjà un remake usé, Dame France brille par son manque certain d'originalité et de création. La grande illusion est un film à grand spectacle et à gros budget. La politique tente ainsi d'égaliser les productions hollywoodiennes des années Reagan. Un scénario connu et des dialogues déjà entendus donnent à ce film toute la puissance de sa nullité. Les décors trop imposants et des trucages de mauvais goûts sont là pour tenter de cacher une mise en scène sordide et une distribution médiocre.

Des acteurs de série B font de *La grande illusion* une comédie bouf-

fonne où le jeu pitoyable des Mitterrand, Chirac, Barre, Le Pen et autres Lajoinie déclenchent plus facilement les rires que l'histoire elle-même, qui est finalement plutôt tragique. Comme nos confrères du *Canard enchaîné* ont pu l'écrire, « Cette Grande illusion a toutes les chances d'obtenir la Palme 88 de la magouille et de l'embrouille ». La grande illusion est un piège à cons qu'on peut s'abstenir de voir. Un bien mauvais film qui ne doit pas faire illusion longtemps.

Pascal DIDIER

Editorial

Il est vrai que les remakes sont souvent plus mauvais que les versions originales, il est vrai que cette campagne électorale ne présente guère d'intérêt en soi ; même avec la vraie-fausse candidature de Mitterrand, le suspense est faible. Un électeur risquerait fort de passer pour un martien s'il s'avaisait de demander le programme ! Où sont les programmes ?

Plus aucun politicien n'ose les sortir ! Il leur faudrait encore mentir ou bien se contenter de montrer les éléments les plus alléchants, ou bien sinon jouer les épouvantails... C'est vrai, le film est mauvais, et que sa production soit hyper-onéreuse aggrave encore nettement le jugement...

Le film est mauvais et il sera quand même efficace ! Ils seront encore nombreux ceux qui n'auront pas vu que c'était du cinéma. Mais cela ne doit pas nous empêcher de continuer à dénoncer la tromperie. Derrière la propagande, si médiocre soit-elle, il y a toujours la réalité. Si l'on ne donne plus aux électeurs à choisir entre des programmes différents, c'est aussi que les programmes diffèrent peu. Il leur reste alors à choisir entre des visages.

Et bien disons, nous, toutes les similitudes plus ou moins bien cachées des programmes électoraux. Disons-les surtout à toutes les futures victimes du conditionnement scolaire et médiatique qui, le 24 avril, iront remplir leur devoir de citoyen dupé.

Au programme du prochain gouvernement : la gestion des inégalités économiques et sociales, des magouilles, des ventes d'armes, l'encouragement du moins-disant culturel, la vengeance pour Georges Besse, la négligence envers les suicides de chômeurs, la liberté pour les Chaumet, la prison pour les voleurs de mobylettes, l'université pour les gosses de riches, les T.U.C. pour les autres, le maintien des colonies appelées départements et territoires d'outre-mer, de bonnes relations avec tous les Etats y compris avec les pires dictatures et puis, bien sûr, la crise économique ayant bon dos, la poursuite de la remise en cause des acquis sociaux : S.M.I.C., droit de grève...

Est-il seulement raisonnable d'espérer une cure d'intelligence pour Pandraud ?

LICENCIEMENTS

C.G.R. : entreprise d'assainissement

Il y a quelques mois, nous vous avions fait part dans ce journal de l'accord intervenu entre General Electric et Thomson. Pour General Electric, il s'agissait de s'installer sur le marché européen en digérant une filiale de Thomson : la Compagnie générale de radiologie, fleuron de l'imagerie médicale française. En revanche Thomson s'appropriait une partie du marché grand public en électronique en s'annexant R.C.A., filiale de General Electric, espérant ainsi prendre une participation dans la fameuse guerre des étoiles. Les accords entre les deux grands ont été signés durant les fêtes de fin d'année. C.G.R. fait donc dorénavant partie du trust General Electric.

Nous affirmons que cet accord signifiait le sacrifice des salariés, la multinationale américaine s'intéressant essentiellement au réseau commercial développé par C.G.R. Mauvais esprits, pessimistes chroniques, tels étaient les qualificatifs employés par les intoxiqués de la propagande patronale à notre rencontre.

Ceux-ci y voyaient par contre une « chance » pour l'entreprise de radiologie française. Alors que les visions les plus optimistes étaient battues en brèche par des informations plus concrètes sur le devenir de certains produits, une multitude de faux bruits rassurants mêlés adroitement aux intimidations des salariés « contestataires » ont contribué à limiter la mobilisation du personnel durant les mois qui se sont écoulés entre l'accord verbal et la signature définitive.



Michèle Barzack à « L'heure de vérité ».

Ajoutons à cela la déclaration de Mme Barzack affirmant qu'il n'y aurait pas de licenciements à C.G.R. Ceci se passait à « L'heure de vérité » ! Quant aux politiques, le P.S. et la droite ont montré un parfait consensus à ce sujet : après tout, Alain Gomez a été mis en place par la gauche et confirmé dans ses fonctions lors de l'arrivée au pouvoir de la droite.

L'heure de vérité

Plus de 300 postes supprimés en France, une usine fermée en Allemagne, une autre au Mexique, telles sont les dures réalités qui « tombent » aujourd'hui sur le personnel. Nombreux sont les salariés de la C.G.R. qui sont indignés par les licenciements en cours dans leur entreprise, choqués par le choix fait dans bien des cas d'écartier les personnes les plus fragiles physiquement et/ou socialement, sidérés par le nombre important d'élus et de syndiqués licenciés aujourd'hui.

Si on prend l'exemple du site de Stains (environ 800 personnes),

sur 78 licenciements secs, on dénombre 8 élus dont 7 délégués C.G.T. (sur 18 délégués, dont 13 de la C.G.T.). Quant au 8^e élu, il s'agit d'un « sans étiquette » dissident de la C.F.D.T. soutenu par la C.G.T. dans son élection au C.H.S.C.T. (Comité hygiène et sécurité) au vu de ses compétences. En somme, pour la direction, un « assimilé C.G.T. ».

Cet exemple du site de Stains montre clairement la volonté de la direction de casser le seul syndicat solide s'opposant à ses desseins, de façon à avoir les mains libres pour pouvoir licencier plus facilement par la suite. En effet, il est maintenant établi que d'autres « charettes » sont prévues avant la fin de l'année.

Le choix fait par la C.F.D.T. de jouer le jeu des négociations n'a permis de faire évoluer un plan social parfaitement standardisé que dans la marge très étroite prévue par la direction. Ce n'est certainement pas le choix entre une prime de 40 000 F (préavis et indemnités de licenciement confondus) et une formation de 300

heures qui vont résoudre les problèmes de nombre de ces salariés peu qualifiés et/ou déjà considérés comme « vieux » : ceux-ci ont peu de chance d'aller vendre leur force de travail ailleurs, même au rabais.

Bien sûr ces critères n'ont nullement été pris en compte par la C.G.R. Pour exemple, le licenciement de cet homme de 42 ans malade du cœur, seul travailleur dans un foyer comptant trois enfants. La réponse du chef de service au délégué l'interrogeant sur ce cas fut assez clair : « On ne va quand même pas garder des malades ». Outre les « contestataires », les « physiquement faibles » et les « malades », ce sont aussi les émigrés qui, une fois encore, ont fait les frais de cette restructuration. A ce type de licenciés, comme d'habitude, c'est l'aide au retour qui est proposée.

Une journée « porte ouverte » à destination des médecins, des

médias, du grand public et des familles du personnel a été organisée samedi dernier par la C.G.T. pour défendre les salariés de la C.G.R. A l'heure où ces lignes sont écrites, cette journée n'a pas encore eu lieu. Mais la direction a d'ores et déjà préparé cette journée par une note succincte distribuée à tous les salariés : « Tout salarié physiquement présent sur le site en dehors de ses heures de travail se trouverait donc en infraction et à ce titre passible de lourdes sanctions disciplinaires. Merci d'en prendre note. »

Casser du syndicat

Casser du syndicat, faire peur aux salariés qui oseraient s'insurger contre leur prochaine mise au rancart, c'est cela le terrorisme d'un patronat profitant (abusivement ?) de son actuelle hégémonie. Les salariés demeurant dans l'entreprise devront se plier à la politique de plus en plus américanisée de la nouvelle société General Electric-C.G.R.

L'individualisation totale des salaires se généralise progressivement et aboutit à des classifications de salariés de plus en plus basses. L'augmentation accordée sur la masse salariale globale, incluant le rattrapage du pouvoir d'achat dans l'augmentation individuelle, atteignant le chiffre fabuleux de 3%. Moralité : le salarié obtenant une augmentation réelle de son pouvoir d'achat devra cette « rallonge » à son collègue, puni lui d'avoir été moins « performant ».

Le nouveau P.-D.G. de General Electric-C.G.R., Vincent Moulli, est lui très serein. General Electric, affirme-t-il, pourrait être l'I.B.M. de l'électronique médicale dans le monde. Les centaines d'ex-salariés C.G.R. et les centaines d'autres qui vont suivre sont très content pour lui...

Pierre-Yves
(Gr. Pierre-Besnard)

Pour des informations complémentaires sur ce sujet, écoutez « Chroniques syndicales », samedi 27 février à 12 h sur Radio-Libertaire, 89.4 MHz en région parisienne.

NANTES

Nuremberg-sur-Loire

On connaît la sale réputation de la faculté de Nantes, tant nationalement qu'internationalement. C'est en effet grâce à cette université que M. Roques a pu soutenir sa thèse niant l'existence des chambres à gaz et récolter une mention très bien ! C'est encore elle qui a défrayé la chronique lorsque M. Yves Durand (conseiller actuel à Mâtignon) a essayé d'imposer André Delaporte, historien lié à l'extrême droite antisémite et royaliste, comme maître de conférence. Ce n'est donc pas un hasard si l'extrême droite nazillonne se sent un peu chez elle à Nantes. Bien décidée à défendre sa réputation, elle multiplie les manifestations sur la ville. Ainsi, la délégation franquiste française siège à Nantes et a représenté la France lors de la commémoration de la mort de Franco. Puis, fin décembre, c'est à Nantes qu'a eu lieu une conférence avec Delaporte (et le G.U.D.), le week-end du 6 février, c'est encore à Nantes que s'est tenu le congrès de la Troisième Voie (avec le G.U.D.).

C'est à l'occasion de ce congrès que le G.U.D. (encore lui !) s'est manifesté sur le campus. Après avoir baptisé un amphithéâtre du nom de Brasilach, les joyeux commémora-

teurs, armés de gourdin et de bates de base-ball, ont détruit, entre deux chants guerriers, le local syndical de l'U.N.E.F.-I.D. Ce même week-end, le local du M.R.A.P. était également visité et bombardé de « à mort les étrangers, arabes et juifs » et de croix gammées. Coïncidence fortuite. On pouvait également voir dans les rues de jeunes « éphèbes » munis de matraques et de nerfs de bœuf !

En réponse à ces agressions, trois cents étudiants se sont réunis en assemblée générale, et une manifestation a eu lieu devant la mairie de Nantes pour protester contre les agissements de l'extrême droite et l'indulgence coupable de la mairie, qui n'hésite pas à leur prêter des locaux municipaux (cf. Delaporte, Troisième Voie). Suite à cette manif, un comité de vigilance antifasciste s'est monté sur Nantes. Son travail consistera à informer plus largement les étudiants sur l'extrême droite et à agir plus concrètement pour empêcher que Nantes ne devienne le bastion du fascisme et du révisionnisme. Ce n'est qu'un début... Hasta la victoria siempre.

Liaison F.A.
(Nantes)

en bref...en bref...

• La C.N.T. région Rhône-Alpes organise une réunion-débat précédée d'un diaporama sur « L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire de 1936-1939 ». Cette soirée aura lieu le 18 mars à 20 h 30, au centre social de Champéry-le-Haut (73), au 507, rue du Prés-de-l'Ane.

• « Anarfac/Agitation », la revue étudiante, vient de sortir son numéro 2 de janvier-février. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 8 F.

• Des tee-shirts en sérigraphie ont été imprimés par le C.A.S.D.A.L. (Centre d'animation et de documentation alternatif et libertaire). Ils sont disponibles en trois tailles (petite, moyenne et grande), trois couleurs (en noir, rouge, ou orange) et avec trois motifs possibles. Le prix est de 70 F l'unité (plus 8 F de port) et de 65 F à partir de vingt (port gratuit). C.A.S.D.A.L., 10, boulevard Stalingrad, 24000 Périgueux (chèques à l'ordre de Ballesta).



RÉFUGIÉS ITALIENS

La solidarité s'élargit

TOUT de même une bonne nouvelle pour tous ceux qui sont attachés au droit d'asile en France. Vincenzo Oliveri, l'un des cinq réfugiés italiens dont nous réclavons régulièrement la libération dans ces colonnes, a été remis en liberté le 3 février dernier. Condamné en Italie par contumace, il ne pouvait pas de ce fait être extradé, d'après la Convention de Genève. Il est donc maintenant complètement libre, sans avoir eu à verser de caution, comme le docteur Pancino. En revanche les quatrièmes demandes de mises en liberté concernant Paolo Ceriani-Sebregondi, Paola de Luca (détenus depuis le 20 mai 1987), Paolo Azzaroui (détenu depuis juillet 1987), et enfin Roberto Gemignani, recordman de la durée de détention sous écrou extraditionnel, détenu depuis le 24 décembre 1986, ont été rejetées le 27 janvier. Ce camarade, militant anarchiste, a été condamné en Italie d'après les déclarations d'un repent, il se trouve en mauvais état de santé.

Une nouvelle demande (la cinquième) a été sollicitée par la défense, mercredi 24 février, pour Paolo Sebregondi et Paola de Luca, et le 9 mars, ce sera pour Gemignani. Ce dernier est maintenant à la dernière étape de son parcours judiciaire. L'avis favorable d'extradition contre lui n'a pas été annulé par la cour de cassation, et appel a été fait devant le Conseil d'Etat. Si là encore l'annulation échoue, la décision sera entre les mains du gouvernement.

La solidarité est donc maintenant une question d'urgence. Un appel pour le respect du droit d'asile et la libération des réfugiés italiens, lancé par Félix Guettoni, Dolores Holwachs et Oreste Seelzone, a déjà obtenu plusieurs centaines de signatures.

La campagne pour la libération de Roberto Gemignani se poursuit. Le 4 mars à 20 h, à l'A.G.E.C.A., se tiendra un meeting avec la participation de la Fédération anarchiste et de nombreux intervenants. Enfin, dimanche 6 mars, une journée internationale d'action pour sa libération sera organisée, avec des manifestations prévues dans plusieurs villes du monde.

DENIS (Gr. Sabate)

MÉDECINE

Le Syndicat de la médecine générale

SAMEDI 9 janvier dernier, le Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux de Lille recevait Gérard Norel, responsable du Syndicat de la médecine générale dans le Nord, pour animer une conférence-débat sur le thème : « Médecine, quelle alternative pour demain ? ». Bien qu'il eût été bon d'évoquer d'autres points névralgiques de ce vaste domaine, l'essentiel du pari fut tenu.

Historique du S.M.G.

Les médecins, peu syndiqués, se regroupent dans deux puissances centrales : les F.M.F. et C.S.M.F., qui défendent le mode actuel de dispensation de soins. Loin de ces deux mastodontes, dont la représentativité de la profession est reconnue par le gouvernement, le Syndicat de la médecine générale, né dans la mouvance de mai 68, ne représente qu'un nombre restreint de médecins, perçus par leurs confrères comme une bande d'irréductibles gauchistes.

L'aura du S.M.G. grandit de sa naissance jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981 ; gauche en qui les dirigeants du S.M.G. avaient placé tous leurs espoirs pour être reconnus comme élément représentatif du corps médical. Or, madame Georgina Dufoix, alors ministre de la Santé, refusa de reconnaître cette représentativité ; par ailleurs le nouveau gouvernement ne facilita guère la création des Unités sanitaires de base, cheval de bataille du syndicat (1).

Devant l'échec des tentatives du S.M.G. pour se faire reconnaître et aider par un gouvernement qu'il avait appelé de ses vœux, les militants se découragèrent quelque peu, recherchèrent de nouveaux terrains de lutte, et devant ce flottement, les effectifs s'étiolèrent ; et ce, jusqu'à la définition d'une nouvelle ligne de conduite, adaptée à la réalité quotidienne actuelle de l'exercice médical.

Néanmoins, le Syndicat de la médecine générale (et non des médecins généralistes, précision

qu'ont tenu à apporter les animateurs du mouvement) reste fidèle à sa charte adoptée en congrès à Besançon, à savoir cinq points fondamentaux (voir encadré).

L'Ordre des médecins

L'Ordre des médecins fut créé par le gouvernement de Vichy avec comme fonction à peine dissimulée d'éliminer de la profession les médecins juifs et communistes. Il fut aboli à la Libération, puis rétabli quasiment en l'état en 1947. L'Ordre se caractérise par trois points. Tout d'abord, le Code de déontologie a été rédigé par les seuls médecins ; il est évidemment incomplet, car sans remettre au premier plan en question le caractère indispensable d'un tel code, il est inacceptable que soient exclus les soignés potentiels de son élaboration.

La fonction administrative de l'Ordre s'avère soit inutile, car parallèle à l'administration de l'Etat, soit d'utilité douteuse, par exemple dans le cas de la validation des diplômes. En effet, pour être autorisé à s'installer, un médecin ayant obtenu le grade de docteur doit voir son diplôme d'Etat validé par l'Ordre. La pratique devient singulière quand à l'inverse, un étudiant ayant échoué à plusieurs reprises dans l'obtention de son diplôme et ne pouvant plus, pour la législation actuelle, être admis à se représenter, obtient le grade convoité lors d'une seconde délibération du jury, sur proposition de l'Ordre. On devine dès lors les abus possibles.

L'Ordre assure une fonction juridictionnelle et s'y présente à la fois comme juge et partie. Je rappellerai encore que l'Ordre enfreint depuis sa création la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, dont l'article 20, alinéa 2, stipule que nul ne peut être obligé de faire partie d'une association. En effet, l'adhésion à l'Ordre est payante et obligatoire, et celui-ci poursuit en justice les contrevenants, notamment les membres du S.M.G.

La rétribution du médecin

Un des critères les plus fiables pour un consommateur de soins d'évaluer (bien que non satisfaisant à lui seul) est le temps que le médecin consacre à interroger et examiner son patient. Un paradoxe surgit dès lors. Dans le système actuel, un médecin travaillant vite augmente le nombre de ses actes, donc sa rémunération ; or la qualité des soins qu'il prodigue est inversement proportionnelle au nombre d'actes. En schématisant à l'excès, on pourrait dire : plus il gagne, plus les soins sont médiocres.

Actuellement, le S.M.G. propose la rémunération à la capitation. A savoir que chacun s'inscrit sur la liste du médecin généraliste de son choix, alors même qu'il est bien portant, et le médecin est rétribué en fonction du nombre d'inscriptions à son cabinet ; l'inscription étant résiliable à tout moment par le patient.

La grande différence se situe ici ; la logique libérale du système actuel voudrait que les médecins « entre-tiennent » les affections de leurs patients afin d'augmenter la demande de soins, donc leurs revenus (schéma théorique que la très grande majorité des praticiens n'applique heureusement pas). Actuellement, c'est l'acte curatif qui est rémunérateur ; la prévention rapporte peu et hypothèque les honoraires à venir, elle ne représente donc qu'une part très réduite de l'activité du médecin libéral. Dans le système de paiement à la capitation, le praticien développerait au contraire son activité de prévention dont les actes rapides, simples et économiques, diminuent sa

charge de travail et épargnent le plus souvent au patient l'expérience de la maladie.

Chaque inscription chez un médecin serait accompagnée d'un coefficient de pondération variable avec certains facteurs tels que l'âge ou le sexe du patient, afin de ne pas désavantager le médecin qui ne s'occuperait que de patients réclama-tant d'avantage de soins. Le médecin serait donc rétribué en fonction du nombre d'inscriptions chez lui, jusqu'à un certain taux au-delà duquel la progression serait d'abord plus limitée, puis stationnaire, et enfin moindre.

La convention

Est conventionné le médecin dont les honoraires et les prescriptions peuvent être remboursés au patient par la Caisse primaire d'assurance maladie auquel il est affilié. A l'heure actuelle, en France, la quasi totalité des médecins entre dans cette catégorie. Mais au sein même des médecins conventionnés existe une dichotomie en deux secteurs distincts : les secteurs I et II.

Dans le secteur I, le médecin s'engage à faire payer à son patient le tarif de la Sécurité sociale, c'est-à-dire que le malade à la meilleure couverture prévue par la Sécurité sociale (sans recours aux mutuelles ou assurances complémentaires). Le médecin, en échange des honoraires plus modestes, a certaines facilités fiscales. L'avantage pour le patient d'avoir un médecin en secteur I est économique ; le risque qu'il court est d'être examiné trop succinctement par un médecin qui pallie au manque à gagner par une augmentation du nombre des actes journaliers ; d'où le risque d'une médecine de mauvaise qualité.

Dans le secteur II le médecin est libre d'appliquer les tarifs qu'il désire. La consultation y est donc plus onéreuse, et néanmoins le patient ne sera remboursé que sur la base d'une consultation simple. Donc, ici, la Sécurité sociale n'offre plus de couverture de qualité à elle seule et nécessite d'avoir recours à une assurance complémentaire souvent onéreuse. Le médecin de secteur II, du fait du coût élevé de ses actes, passe souvent d'avantage de temps avec son patient.

Un schéma simpliste résumerait donc la situation à une médecine cotteuse et consciencieuse ; celle du riche, et une autre, expéditive, bon marché, approximative ; celle du pauvre. Par souci d'objectivité, il convient de préciser une seconde fois au lecteur que l'aphorisme de départ, à savoir que le temps passé avec le patient est gage de qualité des soins, n'est pas un dogme nécessaire et suffisant ; on peut être un excellent clinicien rapide, comme un mauvais carabin lent. Ces réserves énoncées, le consommateur de soins peut néanmoins considérer la durée de la consultation comme un critère suffisamment sensible et spécifique.

Une objection de taille reste à faire ; le second aphorisme contenu dans ce qui précède laisse entendre que les médecins de secteur I seraient des « torche ordonnances », alors que les collègues de secteur II seraient au contraire l'incarnation même de la conscience professionnelle. Ceci est faux. Il existe bon nombre de médecins de secteur II qui font un chiffre impressionnant d'actes quotidiens, soit beaucoup d'argent contre peu de garanties.

On peut alors se demander pourquoi le public est stupide au point de continuer malgré cela à se presser dans leurs salles d'attente. La réponse est simple ; de tels agissements ont lieu dans des régions où il existe peu de concurrence, et où le patient n'a donc guère le loisir de consulter un praticien moins cher ;

ceci est plus fréquent dans le cas du médecin spécialiste : supposez-vous myope dans une ville de 25 000 habitants où n'exercerait qu'un seul ophtalmologiste dans un rayon de 40 kilomètres ; à l'évidence vous le consulteriez quand bien même il serait en secteur II.

Plutôt que d'avantage de secours, je vous conseille l'expérience suivante : prenez les pages jaunes de l'annuaire et joignez tous les cabinets d'une même spécialité à proximité de chez vous, interrogez-les sur leur mode d'exercice et vous aurez peut-être alors la surprise de constater qu'ils travaillent tous en secteur II. Loin d'être une fiction, ceci est la situation, par exemple, de Villeneuve-d'Ascq (50 000 ha), avec quatre dermatologues de secteur II. Qui parle donc du libre choix du médecin ?

Une note optimiste toutefois, dans cette jungle il existe pourtant encore des médecins du secteur I qui produisent des soins de qualité, prenant le temps utile à l'examen de leurs patients sans néanmoins l'indisposer par d'indigestes honoraires. Le S.M.G. regroupe certains de ceux-là ; on conçoit qu'un tel engagement relève de leur part du seul militantisme. Economiquement ils ont tout à perdre dans cette voie, et de telles pratiques n'ont aucune chance de se développer à grande échelle, dans le système actuel d'organisation de la santé.

Protection médicale des défavorisés

La protection garantie aux plus pauvres d'entre nous est censée être assurée par l'Aide médicale gratuite, délivrée par la mairie. Le sujet demandeur doit justifier à la mairie de sa situation, de la faiblesse de ses revenus, remplir un questionnaire aussi fastidieux qu'indiscret et humiliant ; après étude de son dossier, il sera admis ou non à l'Aide médicale gratuite.

Dans le cas où il serait admis (ce qui devient difficile car le plafond de ressources nécessaires pour en bénéficier baisse de plus en plus, et que bien des précaires sont encore « trop riches » pour être aidés), il lui faudra, lorsque survient la maladie, aller dans un premier temps consulter son médecin, qui sommairement l'examine afin d'évaluer la gravité de l'atteinte et coût du traitement, puis en consigne les résultats sur un feuillet préétabli. Le malade va alors à la mairie chercher un bon d'Aide médicale gratuite (valable 15 jours, et donné en nombre limité dans le temps), qui lui sera délivré en fonction de la gravité ou non de l'affection supposée.

Si le patient obtient le bon d'aide médicale gratuite, il retourne consulter son médecin qui reçoit comme honoraire le bon (qui lui sera remboursé dans un délai avoisinant parfois six mois dans certaines villes). Il faut noter que dans le cas où le sujet tombe malade un vendredi après 17 heures, il lui faudra attendre le lundi matin l'ouverture de la mairie, pour consulter un médecin... Par ailleurs, le travail pour un tel acte est double (évaluation, puis examen proprement dit), et n'est payé qu'avec retard. Aussi beaucoup de médecins, en pratique, refusent les bons d'aide médicale gratuite. On comprend sans difficulté qu'un tel système n'est conçu que pour diminuer au maximum l'assistance aux précaires.

Arnaud MUYSSSEN (Gr. Benoît-Brouchoux)

(1) Unité sanitaire de base. Une seule expérience de ce type vit le jour à Saint-Nazaire, et fut contrainte à la cessation d'activité après seulement quelques années d'exercice par la Caisse primaire d'assurance maladie de la ville, qui invoqua la non-rentabilité, opinion non partagée par les animateurs du centre.

La charte de Besançon

1. — Lutter contre les causes véritables des maladies.

(...) On veut faire croire que, grâce à une science toujours plus développée, à des thérapeutiques toujours plus compliquées, à un nombre croissant de spécialistes, la médecine saura, à elle seule, résoudre l'ensemble des problèmes de santé de notre pays.

En fait, la diminution du nombre des malades ne pourra se faire sans une prévention globale des maladies, c'est-à-dire une lutte efficace contre tous les facteurs pathogènes de la société. (...)

2. — Imposer une formation adaptée aux besoins.

Déjà limité dans son activité à la médecine curative, le médecin généraliste n'a même pas les moyens de bien la faire. (...)

La formation et la recherche doivent faire partie intégrante de l'activité du médecin généraliste. La formation doit être rémunérée, adaptée à la pratique quotidienne, obligatoirement intégrée dans la journée de travail, et être l'occasion d'un travail collectif enrichissant.

Par ailleurs, il est inconcevable que l'on puisse prescrire sous la pression des laboratoires pharmaceutiques. Toute forme de publicité médicale doit être interdite ; il est urgent d'exercer un contrôle réel et indépendant sur l'information scientifique des médecins.

3. — Transformer les conditions de travail.

La pratique du médecin généraliste a jusqu'à présent été réduite à une seule activité rémunérée : les soins. Or, son travail doit comprendre nécessairement trois volets principaux (le tiers temps) qui sont : l'activité curative ; la prévention ; la formation permanente et la recherche. (...)

La rémunération du médecin généraliste doit cesser d'être uniquement celle de ses activités curatives. Toute son activité doit être prise en compte. Il faut donc le rémunérer « à la fonction ».

4. — S'opposer à l'emprise du profit sur la médecine.

1. — L'activité médicale doit cesser d'être synonyme d'activité commerciale. Le paiement à l'acte, incitation à une médecine « à la chaîne » doit être supprimé. Il est illusoire de penser, et dangereux de dire que l'augmentation du prix de la consultation permet aux médecins de mieux travailler et donc aux gens d'être mieux soignés. (...)

2. — Les activités du médecin généraliste ne doivent plus être soumises aux pressions financières des banques de crédit.

3. — Il est intolérable que ce soit la politique du profit maximum et les lois du marketing qui président à la recherche et à la production des médicaments, et non les besoins sanitaires réels de la population.

4. — (...) Il est donc fondamental que l'activité médicale soit indépendante du pouvoir patronal, et en particulier, les médecins du travail. De la même façon, le contrôle médical exercé par des sociétés privées — type Securex — doit être condamné.

5. — Être responsable devant la collectivité.

Cette responsabilité est double :

Responsabilité juridique : le médecin est actuellement soumis à une double juridiction. Il peut être condamné pour ses fautes par les tribunaux, mais aussi par l'Ordre. Or, rien ne peut justifier cette situation. Le médecin ne doit être responsable de ses actes, comme tout autre individu, que devant les tribunaux. (...)

Et puisque, par ailleurs, l'Ordre s'est toujours fait le garant de la morale la plus conservatrice, il doit être supprimé.

Responsabilité morale : responsable de ses actes devant les usagers, le médecin doit lutter contre le rôle idéologique et économique que le système social lui fait jouer. (...)

Il en résulte pour lui deux obligations morales :

— participer directement aux luttes sociales sur les questions de santé ;

— apporter aux dossiers des luttes, les éléments qu'il tire de sa formation et de sa pratique.

Syndicat de la médecine générale

INTERVIEW DE WU TIANMING

Ombres électriques

Interview du 8 décembre 1987, à Nantes, de M. Wu Tianming, directeur du studio de Xian et cinéaste autour du *Vieux puits* bientôt visible en France. Entretien réalisé par M. Hu Bin, professeur de cinéma à l'université de Pékin, et qui a été l'invité de « *Fondu au Noir* » le 14 février 1988 (émission : « *Quand la Chine fait du cinéma* »).

« *Fondu au Noir* »

— **Hu Bin** : Monsieur le directeur, c'est la première fois que vous êtes venu en France, à l'occasion du neuvième Festival des Trois Continents à Nantes. Quelles sont vos impressions de ce premier contact avec la France ?

— **Wu Tianming** : Ce qui m'a profondément impressionné, c'est l'attachement à la culture et à l'art que portent les Français. On sent que ce sont des gens qui aiment l'art, qui respectent la tradition culturelle. Une ambiance qui n'existe que rarement dans les autres pays. Je crois que ceci est lié au fait que la France est un pays avec une longue tradition culturelle, une base économique très développée, une situation politico-sociale stable.

Dans l'ensemble, le Français moyen a un niveau culturel plus élevé par rapport à celui du Chinois. On sent l'importance de l'art et de la culture. Le respect des artistes est un signe d'une civilisation évoluée. Nous sommes bien en retard par rapport à la France. Arriverons-nous à la rattraper dans cinquante ans ?

— **H. B.** : Votre dernier film, *Le Vieux puits*, a eu beaucoup de succès à ce festival. Pensez-vous qu'il aurait gagné un prix s'il avait été présenté en compétition ? Et pourquoi ne l'avez-vous pas fait ?

— **W. T.** : Je suis presque sûr qu'il aurait été primé. Mais c'est le festival qui décide de mettre tel film en compétition ou hors compétition. Ce n'est pas moi qui ait décidé pour *Le Vieux Puits*. Ceci dit, j'ai l'impression que le Festival des Trois Continents porte une attention particulière aux jeunes cinéastes plutôt qu'aux cinéastes bien établis. Dans ce sens, c'est bien qu'ils aient choisi de présenter *La Grande Parade* de Chen Kaige en compétition.

— **H. B.** : Vous avez eu beaucoup d'interviews avec les journalistes français et étrangers, beaucoup de rencontres avec les cinéastes et le public. C'est intéressant ?

— **W. T.** : L'enthousiasme et l'accueil du public français pour les films chinois, en particulier pour ceux de Xian m'ont profondément surpris. Grâce aux efforts de nos amis français depuis ces dernières années, les films comme *Terre jaune*, *La Rivière sans balise*, *L'Affaire du canon noir*, *Dans les montagnes sauvages* ont été successivement montrés ou primés en France. Cette fois-ci six films du studio de Xian sont présentés au public de Nantes, ce qui crée un intérêt de plus en plus grand pour le cinéma chinois. Je ne peux que me réjouir de cette situation.

— **H. B.** : Justement nos amis français commencent à parler d'une « nouvelle vague » du cinéma chinois, mouvement qui a pour base d'appui le studio cinématographique de Xian.

— **W. T.** : Les jeunes cinéastes, c'est l'espoir, l'avenir du cinéma chinois. J'en ai besoin pour faire un cinéma d'avant-garde. Il est évident que je continuerai à les soutenir. Le cinéma de l'Ouest est un repère important de l'orientation du travail du studio de Xian. Il faut pour cela donner la chance aux jeunes, pour que leurs talents puissent s'épanouir dans leurs créations artistiques. J'espère que le studio de Xian restera toujours comme une base d'appui pour l'avenir du cinéma chinois.

— **H. B.** : Vous produisez en même temps des films commerciaux, grand public ?

— **W. T.** : A cause des défauts du système dans lequel nous vivons tous, nous sommes obligés de faire des films qui rapportent de l'argent pour équilibrer les pertes financières des films d'art et d'essai.

A Xian, les films d'art et d'essai se portent bien. Il y a peu de temps, *Le Sorgho rouge* de Zhang Yimo a suscité l'enthousiasme de la critique. Cette année, nous allons tourner dans cet esprit *Le Roi des échecs* de Teng Wengji et *Emergence* de Huang Jianxin.

— **H. B.** : Mais on sait en même temps que vos démarches pour un cinéma différent n'ont pas été faciles. On vient de lire un article du New York Times et un reportage du Cinéma populaire qui mentionnent

les difficultés que vous aviez rencontrées et les pressions que vous aviez dû subir. Que comptez-vous faire au retour en Chine ?

— **W. T.** : Je m'en fous ! Tant qu'il existe la bureaucratie, l'influence des idées extrémistes de gauche, il est presque normal d'avoir constamment affaire à des interférences, à des obstacles. Le contraire serait plutôt bizarre. C'est la réalité chinoise. Il ne faut pas se désespérer ni se laisser faire. Quand l'eau déborde, je mets de la terre. Quand les troupes adverses arri-

— **W. T.** : D'une part, vous avez des gens qui travaillaient comme assistants, scripts ou techniciens. Ils n'ont pas fait de grandes écoles. Certains n'ont jamais quitté le studio. Leurs talents se sont révélés dans le travail de la réalisation. Tel était le cas de Yan Xueshu, Huang Jianxin, Chou Xiaowen, Yo Shogang, Li Yucai et Zhang Zien. Ils ont été formés sur le tas comme on dit.

D'autre part, nous faisons appel aux jeunes cinéastes des autres studios qui, après leurs études à l'École

Personne, je pense. L'art, c'est l'art. Ce n'est pas la politique. On ne peut pas attacher l'art au char de combat idéologique. Il a ses propres résonances sociales qui ne sont pas forcément politiques ou idéologiques. Il cultive le goût de la beauté qui ne réside pas forcément dans les choses « belles ». La beauté existe aussi dans les souffrances et les malheurs.

Il est normal et positif que le cinéma soulève une polémique, mais il n'y a pas de quoi en faire une montagne.

— **H. B.** : A travers vos œuvres cinématographiques (*La Rivière sans balise*, *La vie*, *Le Vieux Puits*), le tragique de l'homme prend de plus en plus d'importance. Vous avez une préférence pour la tragédie ?

— **W. T.** : Oui. Je crois que la vie est très dure pour l'homme, surtout pour l'homme chinois. Quand je pense aux quarante ans de ma vie, j'ai envie de pleurer.

La tragédie me permet de voir la réalité en face et me rend confiant dans l'avenir. Je ne crois pas que les artistes qui font des comédies en Chine sont des gens plus heureux que moi. Ça fait pitié de les voir vouloir plaire au public à tout prix. Ce n'est pas un signe de bonne santé pour l'artiste ! En fait, ils ont moins de confiance en l'avenir que moi. Il est certain que la vie changera pour l'homme chinois. Elle évoluera très lentement. Mais elle va changer.

Dans la tragédie, je me sens optimiste.

Interview réalisée par Hu Bin correspondant du journal « *Cinéma chinois* » (le 8 décembre 1987, à Nantes)

Films visibles au Studio 43 : *Le Vieux puits*, *Terre jaune*, *La rivière sans balises*, *Dans les montagnes sauvages*.



Mardi dernier, le 16 février, les communautés asiatiques ont fêté l'anné du dragon. C'est sous un angle plus politique que culturel que le *Monde libertaire*, en collaboration avec Radio-Libertaire, débute cette année chinoise et indochinoise.

L'interview du cinéaste chinois Wu Tianming, le rappel du massacre des opposants indonésiens de 1965 à 1969 (1), la peine de mort au Japon, autant de thèmes qui illustrent l'oppression créée par tous les pouvoirs, quelles que soient leurs étiquettes.

Le comité de rédaction

(1) Ce sujet a aussi été traité sur Radio-Libertaire, mardi 16 février dans « *Emission spéciale* ».

vent, j'appelle mes généraux. Voilà tout ! Je n'ai pas peur de perdre mon fauteuil de directeur de studio. Je m'engage à fond dans cette lutte. Sincèrement je m'en fous. S'ils ne sont pas contents de moi, je plie mes bagages et adieu !

— **H. B.** : Vous envisagez parfois des coproductions avec les pays étrangers ?

— **W. T.** : Oui, bien sûr ! C'est bon pour le prestige du studio et ça rapporte des devises.

— **H. B.** : Vous avez des projets précis ?

— **W. T.** : Nous avons deux projets avec la France et un autre avec le Canada. Ils sont en cours de discussion. Nous avons coproduit deux films avec Hong Kong qui ont bien marché.

— **H. B.** : Quel sera votre prochain film ?

— **W. T.** : Je n'en sais rien. Je dois continuer encore un an comme directeur de studio. Je ne pourrai être réalisateur qu'au terme de mon contrat. Je souffre de cette situation de voir une porte fermée pour les gens capables et une porte ouverte pour la médiocrité quotidienne des gens incompetents.

— **H. B.** : Qui sont ces gens capables dont vous parlez ?

du cinéma de Pékin, souhaitent travailler chez nous. C'était le cas de Zhang Yimo, Chen Kaige, Tian Zhuangzhuang, Wu Ziniu... Tous ces jeunes talents de la cinquième génération sont prêts à travailler avec nous. Il n'est pas étonnant de les voir se réunir souvent à Xian. La qualité de nos films est due au foisonnement de tous ces jeunes talents. Je vais poursuivre cette voie.

— **H. B.** : Au terme de ce festival, on constate qu'aucun film chinois n'a été primé. Qu'en pensez-vous ?

— **W. T.** : Mais c'est tout à fait normal. Pourtant cela ne veut pas dire grand-chose. *Terre jaune* n'a-t-il pas été primé à Nantes ? *Dans les montagnes sauvages* n'a-t-il pas été primé à Nantes juste l'année dernière ?

— **H. B.** : En Chine, certains critiques de cinéma reprochent à vos films ainsi qu'aux films de la cinquième génération que vous soutenez d'être trop sombres et pessimistes. Vous avez quelque chose à dire là-dessus ?

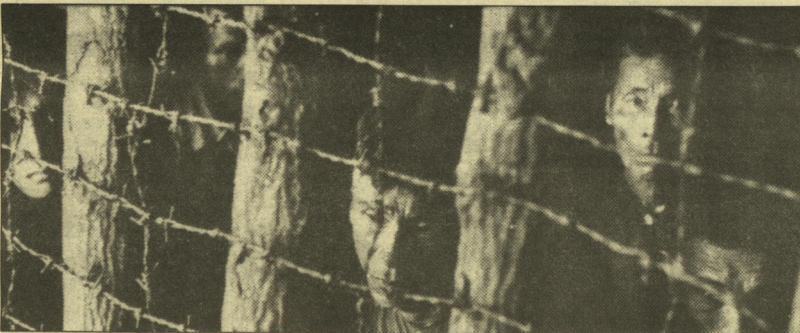
— **W. T.** : C'est du baratin ! Parmi ces tas d'esprits vigilants, qui aurait le culot d'affirmer que ce jeune cinéma est réactionnaire ?

JAPON

La vengeance est à eux

La peine de mort est un tel tabou au Japon, le black-out régnait à ce point jusque dans les milieux officiels, qu'une mission d'Amnesty International rendue sur place en mars 1983 fut dans l'impossibilité d'apprendre combien de condamnés à mort avaient été exécutés les années précédentes.

D'après une association abolitionniste japonaise, 569 exécutions capitales ont eu lieu au Japon entre 1945 et 1980. Ce chiffre met à mal le mythe du consensus social dont se prévalent certains Japonais et les occidentaux apologétiques. Tout est officiellement fait pour entourer le problème d'une aura de mystère, d'une honte sociale hypocrite ou subie, d'une désinformation quasi totale. Ainsi, les familles des condamnés ne sont averties qu'après l'exécution. Elles sont priées de ne pas faire de publicité, chose à laquelle elles se plient généralement par peur de l'opprobre sociale. Les journalistes ne sont



pas informés. Le silence est presque complet. La décision elle-même est prise au dernier moment, d'une manière totalement arbitraire. Les condamnés peuvent attendre trois mois, six mois, trois ans, cinq ans.

Le crime est considéré au Japon comme *tsumi*, comme « péché » pour reprendre l'équiva-

lent du terme traduit et adopté par les Eglises chrétiennes. Dans la tradition *shintô* (la religion animiste originelle de l'archipel japonais), le péché est synonyme d'impureté. Au niveau de l'histoire pénale, la conséquence est claire : au sang versé (ou supposé tel) doit répondre le sang. C'est la vieille loi du talion, mais corse-

tée par les rigueurs de l'obésance confucianiste (respect du père, du maître, du seigneur). Déjà, au cours de l'ère Edo (1600-1868), et rien qu'à Tôkyô, quelque 200 000 personnes ont été exécutées : criminels, manants, opposants politiques. Les *Eta* (ancêtres des parias actuels, les Burakumin, encore discriminés) étaient char-

gés de jeter les cadavres dans la fosse commune ou de les incinérer à côté du lieu de condamnation. L'endroit qui était un quartier éloigné du palais est devenu aujourd'hui le ghetto des marginaux, des rejetés et des travailleurs journaliers de la capitale : San'ya. L'avant-guerre verra elle aussi ses exécutions sommaires, ses coups montés politiques (comme celui qui fit exécuter l'anarchiste Kôtoke Shûsui et onze autres compagnons en 1911), ses règlements de comptes (les anarchistes Osugi Sakae, Itô Noe et leur neveu de six ans assassinés par la police militaire en 1923).

D'après l'avis des juristes japonais eux-mêmes, le système pénal mis en place au cours de l'ère Meiji (1867-1912) sur le modèle du droit européen, mais avec la rigueur néo-nationaliste en plus, ne fut qu'à peine modifié par la législation d'après-guerre construite sous influence américaine.

La ve
pouvoir
justice a
parler a
ainsi qu
respons
justice,
qu'il y
damnat
1980 ! »
On co
texte, l
sommai
mort ra
élevé. L
certain
Sakae :

Les B
détruire
gon pro
Ce qu
plus de
Java, B

L
font as
vingt-qu
putsch
prise e
Suharto
karno, o
un pays
rôles pr
En qu
raux Su
leur mai
vont en
période
plus san
Les m
texte du
pour ré
leurs ad

En I
indonés
seul riva
sation p
légaleme
base po
que de
Etats-U
giques
l'Indon
et ce pa
cristie o
militaire
L'occ
que rien
prouver
taire ass
la tenta
l'assassin
Mi-oc
« bérés
commu
l'armée
centre c
massacr



JAPON

La vengeance est à eux (suite)

•••

La vengeance est bien à eux, pouvoirs d'Etat, de police et de justice qui s'arrogent l'autorité de parler au nom de la société. C'est ainsi que M. Suzuki Yoshio, haut responsable du ministère de la justice, peut tranquillement écrire qu'il y eut « seulement 19 condamnations à mort entre 1976 et 1980 ! »

On comprend que, dans ce contexte, le nombre de jugements sommaires et de condamnations à mort rapides soit particulièrement élevé. Le cas le plus célèbre est certainement celui de Menda Sakae : condamné à mort pour

meurtre, il resta 33 ans en prison malgré ses protestations d'innocence et il fut finalement libéré en 1983. Aujourd'hui, Omori Katsuhisa est toujours menacé de la peine capitale pour un attentat de 1976 qu'il n'a pas commis.

Les condamnés à mort symbolisent la tragédie de la condition pénitentiaire qui est particulièrement mauvaise au Japon, honteuse, ignorée des médias, de la société et de la plupart des intellectuels. Soixante mille prisonniers environ peuplent actuellement les 70 prisons japonaises. Une entrevue par jour, trois personnes au maximum, 30 minutes de promenade quand il fait beau.

Dix minutes de bain. Possibilité d'écrire deux lettres par jour seulement, et de sept pages maximum. De la police à la prison, tabassages, pressions, menaces, affamement, tortures sont monnaie courante, facilités par le désintérêt quasi absolu de la population.

L'un des principaux objectifs de la police est d'obtenir des aveux. Bien que la constitution actuelle ne les reconnaisse pas comme déterminants, ils le sont dans la pratique. Appareil judiciaire, médias et public hypocrite y trouvent leur compte. Ces pratiques sont par définition celles d'une société totalitaire. Et rien de plus

facile que d'obtenir des aveux ! D'autant que la loi pénitentiaire de 1908 toujours en vigueur autorise les « emprisonnements de substitution » dans les locaux de la police pour les présumés coupables. Cette espèce de garde-à-vue peut être indéfinie... Voilà qui est bien pratique ! Un scandale légal parmi d'autres dénoncé par quelques juristes, malheureusement trop peu nombreux.

Dans le cimetière des anciens exécutés à San'ya un habitant du quartier découvrait récemment le nom d'un de ses ancêtres inscrit sur une tombe. C'est là qu'est le premier problème : l'affaiblissement de la mémoire collective et,

partant, de la prise de conscience individuelle et sociale !

Philippe Pelletier

Sources principales : Gavan Mc Cormack, « Crime, confession and control » et Igarashi Futaba « Forced to confess », in « Democracy in contemporary Japan », pp. 186-193, 195-213, 1986, Sydney, Hale & Iremonger, G. Mc Cormack & V. Sugimoto ed. ; Suzuki Yoshio, « Crime », in Kōdansha Encyclopedia of Japan, 1983, 2/44-46 ; Philippe Pelletier, « Qualité de la ville et ghettos de travailleurs japonais au Japon », in « La Qualité de la Ville - urbanité française, urbanité japonaise », pp. 217-233, 1987, Tokyo, MFJ ; entretien avec K.H., membre japonais d'un comité d'aide aux prisonniers ; enquêtes. A voir : « La Pendaison » (« Koshikoi »), film de Oshima Nagisa (1968).

INDONÉSIE

Ombres de plomb, masques de sang

Les Balinais croient que Jero Gedé Mecaling, un démon géant qui tenta de détruire leur île il y a fort longtemps, en a été chassé par le « Barong », dragon protecteur de l'archipel.

Ce qu'ils ne savent pas, c'est que la légende du « Barong » ment... Depuis plus de vingt ans le démon gigantesque a regagné l'archipel et à Sumatra, Java, Bali, Kalimantan et aux Sulawesi, le sang coule...

Barong Aji Saka

LE 30 septembre 1965, quelques officiers nationalistes de gauche se mutinent et font assassiner six généraux. En vingt-quatre heures la tentative de putsch est écrasée et la situation prise en main par le général Suharto. Le président en titre, Soekarno, contrôlé de moins en moins un pays où les militaires jouent les rôles prépondérants.

En quelques semaines, les généraux Suharto et Nasution, assurant leur mainmise sur le gouvernement, vont engager l'Indonésie dans une période des plus sombres, et des plus sanglantes de son histoire.

Les militaires prennent donc prétexte du prétendu « coup d'Etat » pour réaliser le leur et liquider tous leurs adversaires politiques.

En 1965, le Parti communiste indonésien (P.K.I.) est alors leur seul rival sérieux (1). Première organisation politique du pays, il œuvre légalement, bénéficie d'une large base populaire et dénonce la politique de dépendance à l'égard des Etats-Unis ainsi que les liens idéologiques et financiers qui aliènent l'Indonésie au pays de l'Oncle Sam, et ce par l'entremise d'une bureaucratie corrompue et d'une caste militaire rapace.

L'occasion est trop belle. Alors que rien n'a jamais permis de le prouver, le commandement militaire associe la direction du P.K.I. à la tentative avortée de putsch et à l'assassinat de six généraux.

Mi-octobre, deux bataillons de « bérés rouges » indonésiens ou commandos parachutistes de l'armée (R.P.K.A.D.) arrivent au centre de Java et commencent à massacrer les membres du P.K.I.

dans la région, alors que le parti, en proie à la panique, n'offre aucune résistance armée.

Mi-novembre, Suharto donne l'ordre formel à ses partisans de « nettoyer » le pays et met sur pied des groupes paramilitaires qui seront soutenus sur le plan logistique par l'armée, voire encadrés par elle.

Bali et Sumatra seront elles aussi touchées par les massacres. Des listes de noms établis par l'armée sont distribuées à des militants d'A.N.S.O.R. (organisation dépendante du Nahdutul Ulama, parti intégriste musulman), qui armés de coupe-coupe et transportés à bord de camions militaires jusque dans les villages reculés, se livrent à des centaines de mutilations et d'assassinats.

La chasse aux « communistes » se fait avec une improvisation et un manque de discrimination extrême, à tel point que les enfants eux-mêmes sont invités à dénoncer « les communistes »... Etre désigné du doigt dans la rue conduit le plus souvent à une exécution sommaire.

Pendant des mois, à Java, Bali et Sumatra, les militaires locaux chargent chaque nuit des camions de prisonniers « communistes » et les emmènent dans des endroits isolés pour les exécuter.

Dans la ville de Kediri, au centre de Java, par exemple, sept mille membres du P.K.I., ou prétendus tels, furent massacrés. A Banjuwangi, quatre mille personnes furent massacrées en moins d'une semaine... à coups de machettes et de faucilles.

Alors que les médias officiels développent une campagne hystérie-

use ayant pour thème central les exactions communistes (!), on assiste partout à un carnage dont l'objectif consiste de toute évidence à traumatiser, terroriser la population toute entière, en la saignant à blanc.

A Bali, les commandos ratissent les villages et, à la mitrailleuse, exécutent la population mâle de nombreuses bourgades. Les maisons des « communistes » sont incendiées ; les « coupables » ainsi que leur famille ou leurs amis sont exécutés.

Les opérations militaires prennent des formes de cérémonies

taires au pouvoir engagé immédiatement un train de réformes administratives et financières pour faire de l'Indonésie un paradis pour investisseurs, notamment américains...

A la saignée humaine s'ajoute donc la saignée économique.

« La croissance pour la croissance » est adoptée comme modèle de développement. Une priorité : l'augmentation rapide des investissements et le développement accru des transferts technologiques, grâce aux capitaux étrangers, américains et japonais en tête.

paux bénéficiaires en sont les généraux eux-mêmes, Suharto en tête.

Tout est à vendre et à acheter : les patentes de commerce, les licences d'importation ou d'exportation, les contrats publics ou les crédits... tout.

Les aides internationales destinées au développement, les recettes fiscales sont détournées. On estime même qu'en général les programmes d'aide à l'Indonésie sont ponctionnés d'environ un tiers, par des militaires corrompus jusqu'à la moëlle.



sacrificielles. En de nombreux endroits, les tueurs organisent des festins devant leurs victimes ligotées. Après les repas, chaque convive est invité à décapiter un prisonnier à la machette. Les militaires associent à leurs crimes un maximum de personnes civiles et les font participer aux assassinats.

La terreur se déroule à si grande échelle qu'à Sumatra et à Java commencent à se poser de sérieux problèmes sanitaires et de communication, rizières et rivières étant encombrées de monceaux de cadavres.

Les persécutions s'étendent à la communauté chinoise, immigrés pauvres ou commerçants. Plusieurs milliers d'entre eux sont liquidés ou obligés de fuir.

Pendant quatre ans, jusqu'en 1969, l'extermination en masse de tous les opposants indonésiens, de tous ceux soupçonnés de l'être et de leurs familles fait de cette campagne sanguinaire un événement proche du génocide.

L'amiral Sudomo, alors chef de la sécurité d'Etat, reconnaît que plus de 500 000 personnes ont été massacrées ! D'autres sources donnent des estimations allant de 700 000 à plus d'un million... Sans parler des 750 000 emprisonnés dont à peine plus d'un millier ont été jugés, pour être condamnés, le plus souvent, à la peine de mort.

Parallèlement au sacrifice de la population indonésienne, les mili-

itaires de l'Indonésie par les militaires se voit doublé du pillage par les groupes financiers, américains et japonais notamment.

On comprend mieux alors que bien peu de réactions occidentales se soient levées pendant la période des massacres : échange vampirique silencieux sans doute.

Au contraire, les médias américains soulignèrent le caractère « préventif » de la répression militaire qui sut éviter à l'Indonésie de tomber dans la barbarie communiste... Un journaliste américain alla même jusqu'à affirmer que « c'était le peuple qui, dans un mouvement de colère, s'était dressé contre les communistes, dans un soulèvement politique qui avait quelque chose d'irrationnel ; une touche de folie teintée non seulement de fanatisme, mais aussi de folie sanguinaire avec des relents de sorcellerie ». Et de conclure que « nulle part ailleurs que dans ces îles au charme envoiétant une telle éruption n'aurait pu se produire. »

Barong Aji Saka

(1) Ceci sans faire les louanges de cette organisation. Au vu de l'expérience d'autres pays du Sud-Est asiatique, les partis communistes, une fois arrivés au pouvoir, enforment le pays dans une dépendance nouvelle (Pékin ou Moscou) et y ajoutent de plus la rigidité dogmatique de leurs méthodes. Les dictatures tropicales du Vietnam ou du Laos en sont des exemples.



ENFERMEMENT

Bon appétit, ô ministres intègres

L'ISOLEMENT carcéral est contraire aux principes énoncés par la Convention européenne des droits de l'homme. C'est en substance le sens de la protestation adressée par la Ligue des droits de l'homme à Albin Chalandon, ministre de la Justice, le vendredi 12 février après le premier procès d'Action directe (et de sa supposée mouvance). A la suite de l'organisation humanitaire,

NOUVELLES DU FRONT

• ONDES OCCUPÉES. Dans les mois à venir, l'armée devrait libérer deux fréquences sur la bande F.M. parisienne : 106.3 MHz (en mars) et 106.7 MHz (en juillet). Parions qu'il y aura beaucoup d'appelés et peu d'élus pour les occuper ! Et si l'armée libérait toute la bande, en commençant par Aventure-F.M. ?

• BONJOUR L'INDÉPENDANCE ! Coup d'Etat militaire au Bophuthaswana, pas de mort mais le président en titre a été déposé... quelques heures, avant que n'intervienne l'armée sud-africaine. Ce ne fut, en fait, qu'une simple opération de police dans un bantoustan que Prétoria prétendait « indépendant ». La fiction vole en éclats : « sweet homeland » !

• GLASNOST OU PAS ! Une douzaine d'objecteurs de conscience connaissent la répression en U.R.S.S. car, refusant le service militaire, ils se retrouvent soit en prison, soit en camp de travail forcé. La peine d'incarcération peut être de trois ans, avec possibilité de renouvellement. Citons quelques noms : Oleg Balak (camp de Daugavpils), Linards Grantins (6 mois de camp, pour refus d'effectuer une période de réserve), Sergueï Migatcov (durée inconnue, Mikhail Debich (3 ans de camp), Pyotr Gavlo (deux peines de 3 ans, camp de Vadino), et Yaroslav Zakhisky (infirmerie de la prison de Sukhovolya, près de Lvov). D'autres ont tout simplement disparu et leurs familles sont sans nouvelle d'eux : Lev Kritcheski (26 ans) et Wsewolod Philippjew (18 ans). Quant à Mikhail Rasskazov, de Perm, il a été condamné pour trahison, en 1984 ou 1985, à 10 ans de camp à régime strict après avoir déserté et tenté de se réfugier dans l'ambassade des Pays-Bas à Moscou. Il purgerait actuellement sa peine au camp n° 35, à Perm. On peut réclamer leur libération à M. Gorbatchev, SSSR Moska Staria Plochtchad 4, CC du P.C.U.S. Generalnomou Sekretariou M.S. Gorbatchevou, U.R.S.S.

• LIBÉRATION. Notre compagnon Eric Hébert, insoûmis total emprisonné depuis le 10 avril, nous annonce sa prochaine libération pour le 10 mars. Les derniers jours étant les plus longs, n'hésitez pas à lui écrire : Eric Hébert, n° 12 173, cellule 246 B, maison d'arrêt, 59507 Douai.

Georges HOST

d'autres voix — un peu plus nombreuses à chaque fois — s'élèvent contre le traitement carcéral discriminatoire infligé aux quatre militants d'Action directe. Il y a eu Geismar (dans *Libération*), Daniel Cohn-Bendit (chez Polac), Sylvie Caster (« *Faut-il terroriser les cadavres* », dans le *Canard enchaîné*), d'autres encore, plus ou moins connus, dont un groupe de détenues de Fleury-Mérogis, venues grossir les rangs des familles et des rares amis des détenus pour rappeler que la prison est une privation de liberté. Rien de moins, mais rien de plus.

La Convention européenne des droits de l'homme, qui établit une philosophie du droit européen est une instance juridique reconnue par les Etats membres de la C.E.E., dont bien sûr la France. Elle stipule que « la jouissance des droits et libertés reconnus par la Convention doit être assurée sans distinction aucune, fondée notamment sur le

sexe, la race, la couleur, la langue, les opinions politiques ou toutes autres opinions... » (article 14) et que « nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants. » (article 3). Or, l'isolement total est reconnu comme une torture « blanche », dénoncée à maintes reprises par Amnesty International. Inutile de revenir sur cette pratique destinée à casser l'individu par l'isolement physique, mais aussi sensoriel : c'est scientifiquement efficace et terriblement destructeur psychologiquement. Si les quatre militants d'Action directe ne sont pas les seuls à subir ce traitement, leur grève de la faim remet dramatiquement à l'ordre du jour ce qu'Albin Chalandon, l'ineffable, appelle un privilège.

Des « privilégiés »

Des privilèges comme ceux-là, il y en a quand même un certain nom-

bre parmi les détenus particulièrement surveillés qui croupissent dans les anciens Q.H.S., devenus Q.S.R. Le régime des détenus particulièrement surveillés varie depuis la « surveillance renforcée » jusqu'à l'isolement à des degrés divers. Les détenus de l'ex-F.L.N.C., les indépendantistes guadeloupéens, les militants basques ou italiens, tous ces prisonniers pour lesquels « rien ne justifie un statut politique » (sic) ont automatiquement droit à l'étiquette de détenus particulièrement surveillés (D.P.S.). Plus les détenus sociaux particulièrement rétifs aux brimades, humiliations et abus de pouvoir de l'administration pénitentiaire ou judiciaire. N'est pas Chaumont ni Michel Droit qui veut !

L'Etat français est-il ce point terroriste ? Et veut-il égarer ses voisins européens pour atteindre l'objectif 1992 en parfaite harmonie : aux morts de Stannheim (R.F.A.) et de Long Kesh (Irlande),

ajouter les morts de Fresnes et de Fleury-Mérogis ? C'est bien sûr, et à juste raison, ce qui fait réagir les organisations humanitaires et les défenseurs des droits de l'homme. Peut-on toutefois s'étonner qu'il faille une grève de la faim et qu'elle atteigne un stade irréversible pour s'indigner de l'ignoble ? Pour des motifs ultra sécuritaires, voire carrement préélectorales, Chalandon, Pradaud et consorts, par la mascarade qu'ils ont organisée et le cynisme provocateur qu'ils affichent, ont mesuré jusqu'où ils pouvaient aller trop loin. Soixante-dix-neuf jours se sont écoulés avant que ne se fassent entendre les premières réactions humanitaires, soixante-dix-neuf jours qui mesurent le recul des droits de l'homme dans ce pays.

Gérard COSTE
(Gr. Francisco-Sabate)

RELIGION

Lettre ouverte à Jean-Paul II

MONSIEUR le chef du parti catholique, je vous écris, moi anarchiste et gros mangeur d'ecclésiastiques (comme disait Georges), car j'ai trouvé votre dernière encyclique bien intéressante. Ouais ! A vrai dire, c'est pas la première fois que j'vois des points communs dans nos manières de voir l'évolution du vieux monde que, vous, vous voyez victime du péché et que, moi, j'dirais simplement injuste ou inique. Pourri, quoi !

Vous rejetez à égalité le capitalisme libéral et le collectivisme marxiste parce que ce sont des conceptions qui doivent — vous avez écrit ça — « être radicalement corrigées ». C'est pas mal ça ! Dites, vous savez où ça va vous mener ? J'sais bien que vous êtes un peu en froid avec Jaruzelski, mais Gorbatchev vous le trouve plus sympathique ! Non ? Et Reagan qui disait que vous aviez plus souvent raison que lui, vous y avez pensé ? Et Pinochet que Monseigneur Lefebvre considère comme le seul chef d'Etat vraiment chrétien... Vous risquez là de relancer un certain malaise parmi vos cadres. Non ?

Bien sûr, j'vais pas vous donner de leçon et d'ailleurs, j'aimerais pas être à votre place. J'dis pas ça pour les obligations professionnelles, toujours les mêmes représentations, l'uniforme, tout ça, c'est vrai que ça ne doit pas être marquant, mais j'pense plutôt à votre rôle politique, vot'vrai boulot quoi.

Vous regardez le monde dans son ensemble, d'accord. Vous constatez un accroissement des inégalités, toujours d'accord, mais

même ça, y a que des gugusses extrémistes pour dire le contraire... Encore que, vous savez y en a beaucoup qui se disent chrétiens dans ceux-là. Mais alors que les armes circulent mieux que les aides économiques, là, franchement bravo. Mais combien de raticons vont oser répéter ça à leurs ouailles ? Vous les imaginez, au moment du baratin après l'évangile, devant le parterre de grenouilles de bénitiers parmi lesquelles madame le colonel qui est tellement aimable pour moi !

Y en a pourtant des quantités comme ça, vous devez le savoir... A mon avis ça va coincer quelque part.

Y faut quand même que je vous dise : on n'est pas d'accord sur la solution. Vous dites que « la paix du monde est inconcevable si les responsables n'en viennent pas à reconnaître que l'interdépendance exige par elle-même que l'on dépasse la politique des blocs, que l'on renonce à toute forme d'impérialisme économique, militaire, politique, et que l'on transforme la défiance réciproque en collaboration ». Parfait ! Et comment faire pour que les responsables arrê-

tent leurs conneries ? Hein ? Vous croyez vraiment qu'un beau jour, comme ça, y vont renoncer à leurs privilèges ? Hein ? Et puis excusez-moi de vous le rappeler, parmi eux aussi y a des chrétiens. Et ça change quoi ? Hein ? Mais vous comptez peut-être les convaincre quand-même...

Ah, c'est bien gentil va ! Mais comment faire ? Hein ? En priant la Vierge à tour de bras comme vous le faites depuis des années ? Moi j'veux pas vous décourager, mais depuis le temps que vous lui chantez tout votre amour les choses n'ont fait qu'aggraver. C'est dommage d'ailleurs que vous fassiez pas la relation, mais y paraît que la foi rend aveugle ; c'est ça le problème avec les religions : quand on n'y voit rien on finit par avaler des couleuvres.

Mais oui, ça sert pas à rien de prier comme ça. C'est pas nul ! Non, c'est carrément négatif, du temps perdu qui ferait bien mieux d'être dépensé dans la lutte concrète pour foutre par terre ce vieux monde pourri.

Elysar FRONTEUR

HUMEUR

Les charognards

SEIZE octobre 1984. L'actualité n'a rien de passionnant. Une dépêche AFP tombe sur les téléspectateurs des journaux : le corps d'un petit garçon nommé Grégory Villemin a été retrouvé dans une rivière vosgienne, la Vologne. L'enfant a sans doute été assassiné. « Un même noyé, ouais, pourquoi pas, Coco, tu peux y aller », ont lâché quelques rédacs chef. Sur place, les journalistes, dont certains allaient se révéler de belles charognards, ont rencontré sur place un juge minable, des flics terrifiants de connerie, et quelques Français ordinaires qui, n'ayant jamais pensé pouvoir faire un jour la une des journaux, ont très vite disjoncté et, devenus accros d'un vedettariat sordide, sont tombés dans tous les pièges que les charognards leur tendaient.

Les journalistes, par l'odeur alléchés, ont tendu leurs micros, braqués leurs caméras et leurs appareils photo : leurs rédacs chef sentaient bien que ça allait faire vendre. Mais tendre un micro n'est pas un geste passif.

Enivrés, tous les personnages de ce roman — qui malheureusement n'en est pas un —, les représentants de la police et de la justice en tête, ont accumulé les gaffes et les mensonges. Résultat : un meurtre de plus, pas mal de vies, celle de Christine,

celle du mari de Christine, et celles des anonymes, dont les enfants de Larochette, celle du petit frère de Grégory (qui, avant même sa naissance, avait un passé chargé) bouillies. Ceux qui se sortent le mieux de cette tornade sont bien sûr les premiers responsables : les flics, les journalistes et le juge. A ce stade, les plus optimistes pourront s'être dit que l'affaire avait au moins un point positif : elle a été une preuve magistrale, et grand public, de la monstruosité de ces institutions. Mais cette constatation, elle aussi, faisait vendre. Alors, on a vendu du juge nul, du flic véreux, et même parfois du journaliste charognard. Et la démonstration s'est auto-détruite aux yeux du grand public. Aujourd'hui, l'affaire connaît un rebondissement : il semblerait que des flics en mal de vedettariat aient disposé eux-mêmes des pièces à conviction. Tiens, entendre l'ensemble de la presse accuser un policier d'avoir truqué délibérément une enquête, voilà qui est sympathique ! Mais là encore, l'information fait tellement de bruit qu'on ne l'entend plus. Elle devient une péripétie de plus de l'affaire. Il n'y a vraiment aucun commentaire à faire. A moins que la nausée soit un commentaire ?

Pascal CHOISY



GRANDE-BRETAGNE

Conférence de la « Croix-Noire Anarchiste »

CETTE première conférence, véritablement d'ampleur, a eu lieu à Leeds les 5 et 6 décembre 1987. Parmi les personnes invitées, il y avait, de nombreux délégués de groupes de l'Anarchist Black Cross (A.B.C.) dont ceux d'Oxford, de Plymouth, de Liverpool, de Bolton, de Leeds, de Sheffield, de Londres, etc. ainsi que de nombreux individuels, de cette même organisation, venant de tout le pays.

Les deux jours de réunions furent particulièrement remplis avec l'organisation de commissions étudiant les divers problèmes, ainsi que des actions passées et à venir. La conférence débuta par la lecture de lettres de soutien, venues de l'A.B.C. de Toronto (Canada), de l'A.B.C. du Danemark et de l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.).

Parmi les quelques thèmes qui furent abordés, on peut noter : un historique de l'A.B.C., un point sur le cas Martin Foran, la privatisation des prisons, les syndicats de prisonniers, les femmes dans les prisons, etc. Nous vous présentons, ci-dessous, un résumé de ces deux journées.

Historique de l'Anarchist Black Cross

La Croix-Noire anarchiste débuta comme une « Croix-Rouge » anarchiste en Russie tsariste et créa des comités de défense et des réseaux d'évasion. Elle prit le nom de Croix-Noire en 1914, en dehors de Russie, et s'installa plus tard à Berlin. Elle fut particulièrement active aux Etats-Unis et apparut, également, dans différents pays d'Europe de l'Ouest. Elle a entretenu de nombreuses relations avec des groupes d'entraide en Chine, qui, après 1945, créèrent des comités de soutien aux prisonniers asiatiques.

Durant les années 60, le Groupe 1^{er}-Mai fut créé afin d'apporter un maximum de solidarité et de nombreuses campagnes de solidarité furent entamées à travers toute l'Europe comme, par exemple,



pour aider la résistance au régime franquiste. Après la libération, en Espagne, de Stuart Christie, ce dernier et Albert Meltzer s'attelèrent à redonner une nouvelle jeunesse à l'A.B.C. Cela se poursuivra par la libération de Miguel Garcia et l'organisation d'une tournée européenne afin d'attirer l'attention sur la répression en Espagne. Au même moment, l'organisation aida à la création, à Londres, du Centre libertaire international. Du fait de son activité, l'A.B.C., comme on peut s'en douter, n'était pas aimé des gouvernants : deux secrétaires furent assassinés, pendant qu'en Grande-Bretagne, l'organisation devenait le groupe de soutien et de propagation des idées de l'Angry Brigade (extension du Groupe 1^{er}-Mai, Mouvement de solidarité internationale).

L'A.B.C. connut également un certain nombre de succès concernant le soutien aux prisonniers, notamment en Italie, en France et en Espagne avec la libération d'un certain nombre de prisonniers. La Black Cross aida aussi activement, à tous les niveaux, les compagnons anarchistes ayant participé à la Révolution espagnole (ceux-ci n'avaient, en effet, droit à aucune pension et se retrouvaient sans ressources).

Plus près de nous apparurent des contrefaçons de l'A.B.C., notamment avec des groupes maoïstes

(Red Help), et d'autres, voyant dans Anarchist Black Cross des « militants de la charité ». Celles-ci furent, cependant, éphémères. Ce qu'il est important de noter, c'est la création d'un nombre croissant de groupes de l'A.B.C. dans différents pays du monde, ainsi qu'un réseau de plus en plus dense de celle-ci en Grande-Bretagne.

Une mise à jour des informations sur le cas de ce prisonnier a été réalisée. Il faut espérer qu'une brochure complète sera réalisée prochainement sur son cas. Vous pouvez lire les détails les plus récents sur Martin Foran dans le dernier numéro (n° 179) de Black Flag.

Privatisation des prisons

La situation aux Etats-Unis fut abordée, mais aussi le fait que cette privatisation suit bien son cours en Grande-Bretagne et dans d'autres pays comme la France. L'Institut Adam-Smith est, en particulier, connu pour son soutien aux prisons privées. On discute d'autres types de prisons comme les camps de rétention pour immigrés, les « travaux forcés d'utilité publique... tournées notamment vers les entreprises privées. On aborda, enfin, la syndicalisation des prisonniers. Deux exemples furent cités : la section des I.W.W. (Industrial Workers of the World) au pénitencier de l'Etat de l'Ohio (Etats-Unis) et l'Association politique et d'entraide

organisée par les prisonniers anarchistes en Espagne. La section des I.W.W. essaya d'être reconnue officiellement, par les tribunaux, et demanda de véritables salaires pour les prisonniers, etc. La C.N.T., en Espagne, apporte une aide financière à ses membres qui sont en prison, ainsi qu'à leurs familles. Les prisonniers affiliés à la C.N.T. s'organisent également et revendiquent face aux autorités carcérales.

Il n'y a pas d'antécédents de ce type en Grande-Bretagne (sauf, peut-être, la récente tentative des prisonniers de Long Lartin de créer un comité (voir Black Flag n° 179

pour plus de détails). Avec la privatisation des prisons, il est possible que les relations existant entre prisonniers et autorités carcérales s'aggravent. Le temps nous le dira.

Deux femmes, récemment libérées de prison, entamèrent le débat avec une description des vexations que chaque prisonnier subit à son admission. Ce procédé est bien évidemment destiné à détruire la personnalité de l'individu et à briser son esprit de révolte. Les médias se taisent et ne mentionnent pas, par exemple, l'émeute des femmes qui, en 1986, se sont jointes à leurs compagnons masculins pour protester.

Des informations sur des campagnes pour des prisonniers spécifiques tels que Omori (Japon), Les Murrays (Irlande), etc., furent données ; de même que pour les quatre personnes de Vancouver. Le problème du soutien des prisonniers dont on ne connaît quasiment rien fut également soulevé. Un désir de coordonner l'activité des différents groupes se fit sentir. Il fut suggéré, de plus, la création d'une « journée anti-prison », qui pourrait avoir lieu en mars et prendrait une dimension internationale. Il fut enfin décidé d'organiser, chaque année, une conférence interne à l'A.B.C.

Anarchist Black Cross

Lettre de Hongrie

CI, rien de vraiment nouveau si ce n'est la perversion systématique des valeurs humaines, des désirs et des besoins des gens. Tout le monde court après l'argent, pendant que nombreux sont ceux qui deviennent de plus en plus pauvres. Beaucoup sont sur « la touche » : jeunes, vieux, femmes, gitans, juifs, punks. Ce qui n'arrange pas les choses et amène des perversions du système, comme un regain croissant du racisme et de l'antisémitisme.

Cela a deux conséquences : tout d'abord, les gens se tournent vers les sectes religieuses (ils attendent leur salut d'en haut, quand ce n'est pas de l'Etat). D'autre part, les gens sont totalement dépolitisés et ils pourraient

être révolutionnaires comme réactionnaires, fascistes, etc. Les skinheads terrorisent la population juive, la police terrorise les jeunes dissidents, l'Etat terrorise tout le monde (plus de police, plus d'impôts, moins de droits, etc.).

Tout cela est vraiment décevant. Reste, peut-être, les universités auxquelles ils n'ont pas encore osé toucher, et où existe encore un peu de « liberté d'expression ». Le fantôme (sans plus) de la « liberté radicale » grandit parmi les jeunes sans possibilité de passer à l'acte.

Un nouveau gouvernement, une nouvelle réforme des impôts, des nouveaux visages dans la police : toujours la même pourriture !

Relations internationales

ESPAGNE

Communiqué du C.A.S.P.A.

Le compagnon Juan Manuel Fernandez-Asensio se trouve en grève de la faim, dans la prison de Ségovia, depuis le 15 janvier. Il réclame une permission de sortie, à laquelle il a droit après neuf ans d'incarcération dans diver-

ses prisons espagnoles. Pourtant cette permission lui est toujours refusée à Ségovia.

Le barrage essentiel à sa sortie provient du « criminologue » de la prison, et ce au nom de la « morale chrétienne » qui lui fait penser

« qu'il retomberait dans la délinquance ». A cela s'ajoute le refus de la direction de la prison qui se lave les mains de cette affaire. Voilà les faits qui sont à l'origine de cette grève de la faim ; ils seront responsables des conséquences qu'elle entraîne, sachant que c'est le seul moyen de protestation laissé aux prisonniers et ce jusqu'à la mort.

Peut-être faudrait-il demander à ce « criminologue » sur quoi se base sa « morale chrétienne » qui lui a fait refuser un droit que les lois reconnaissent à un prisonnier ? Quel est ce pouvoir « paranormal » qui permet à ce « criminologue » de prévoir que le compagnon Juan Manuel retombera dans la « délinquance » ? Pour lui, sans doute, tout anarchiste est un « délinquant », que ce soit en prison ou dehors !

Nous avons reçu des nouvelles de notre compagnon ; il nous dit être victime d'incessantes provocations et abusivement sanctionné pour que, « légalement », il ne puisse plus avoir droit à cette permission de sortie. De plus, il semble que toute la presse libertaire lui soit interdite, ainsi que ce qu'on lui envoie : photos privées ou bien colis. La provocation est continue...

Relations internationales

Journée internationale d'action

Chers camarades,

Par la présente, nous vous invitons à participer à une journée internationale d'action pour le Japonais Katsuhisa Omori qui, depuis douze ans, est incarcéré à Sapporo.

Le jeudi 21 janvier 1988, K. Omori a été condamné à mort par la cour d'appel de Sapporo (deuxième juridiction). Si la troisième et dernière juridiction confirme l'arrêt de mort, il faudra exercer une pression internationale massive sur les autorités japonaises.

C'est pourquoi nous vous invitons, tout d'abord, à une Journée internationale d'action le 29 mars 1988, jour du cinquième anniversaire de la prononciation de l'arrêt de mort en première instance.

Pour donner à la journée d'action le plus grand effet, nous proposons des actions, non seulement devant les ambassades et consulats japonais, mais aussi en relation avec des intérêts économiques et culturels japonais de chaque pays.

Veuillez transmettre cette information à toute organisation, presse et contacts (nationaux comme internationaux).

Rapports d'action, photos, coupures de presse, etc., peuvent être envoyés à : groupe de soutien à Omori, Chitose, P.O. Box 35, Setagaya-ku, Tokyo, Japon.

Relations internationales

Roberto Gemignani

Afin de permettre une plus large diffusion de l'information, le « Monde libertaire » reproduit un communiqué en langue anglaise sur l'incarcération de Roberto Gemignani, et celle des autres prisonniers italiens en France (lire aussi l'article en page 4).

Comité de rédaction

INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR ROBERTO GEMIGNANI'S AND ALL ITALIAN PRISONERS' IN FRANCE, LIBERATION

Roberto Gemignani has been in jail since 24 th december 1986 under the threat of being extradited.

All 4 requests, by his layers, for conditional liberation were rejected. In the today context, at the French, as well as at the international level, no political refugee, no immigrants are safe from repression and this is particularly true in the police and judiciary European space.

This leads us to send this message beyond the French frontiers so that to create a campaign of solidarity and mobilizations in the context of each country. This is the reason why we ask you to participate to the International Action Day, on March 6 th 1988, in the campaign to claim Roberto's and all French Italians prisoners' to be free, we ask you to organize : demonstrations, gatherings, occupations... in places which represent French State, such as embassies, consulates, travel agencies, cultural places... We would like this initiative to start a concrete solidarity at the international level on the basis of regular exchanges of information and mutual actions.

Contact quickly the comity so that you can inform on your solidarity initiatives.

Comité de Contre-information et de Solidarité
Le mouvement libertaire français (F.A.F., U.A., Courant Alternatif (O.C.L.), Chroniques Libertaires Noir et Rouge, COJRA)

Comité de Contre-information et de Solidarité
65, rue Bichat, 75019 Paris - France

« ANARCHISME CHRÉTIEN »

Les sentiers tortueux du royaume de Dieu

CERTAINS penseront que ce sujet est pour le moins surprenant. L'idée même de lier les termes d'anarchisme et de christianisme paraît absurde en 1988. Pourtant les rapports entre croyants et libertaires ne se sont pas toujours réduits à l'affrontement du rationalisme athée avec les hiérarchies ecclésiastiques.

Comme tous les courants de pensée nés au XIX^e siècle, l'anarchisme se constitua dans une civilisation profondément marquée par le christianisme. Même en perte de vitesse, celui-ci restait un point de référence vis-à-vis duquel il fallait se situer. De plus, quelques chrétiens particulièrement sensibles aux réalités sociales découvriraient les idées révolutionnaires.

Alors conquis par les idées et les pratiques anarchistes, ils ont cherché à les enraciner dans l'antique terreau évangélique. La Bible corpus de textes très divers rédigés sur des centaines d'années se prête parfaitement à une telle quête. Les récits de l'Ancien et du Nouveau Testament apportent sur les problèmes sérieux plus de questions que de réponses. Chaque géné-

ration, du théologien au simple paroissien, y a trouvé des correspondances avec les philosophies et les théories contemporaines.

Ainsi, il eût été étonnant que ne se constitue pas un courant anarchiste chrétien. Il s'est formé à côté et en opposition avec une longue liste de mouvements : marxistes chrétiens, chrétiens pour le socialisme, protestants libéraux, catholiques modernistes, chrétiens allemands à la suite du nazisme, église confessante, etc. De nos jours, les plus célèbres de ces tentatives d'actualisation politique du christianisme sont, à l'extrême droite, le mouvement « Moral Majority », et, à gauche, la « théologie de la libération ».

Mais au sein de cette mosaïque se réclamant du même amour des hommes et du Christ, les anarchistes chrétiens furent les seuls à s'opposer à toute forme de cléricisme. Dans l'*Encyclopédie anarchiste*, Emile Armand brosse un tableau de ce courant original au début du siècle.

De nos jours, ces groupes ont disparu. Ils n'ont pas su maintenir leurs préoccupations spirituelles en face des impératifs des luttes sociales. Ils n'ont pu imposer leur lecture de la Bible débarrassée des dogmes et des traditions des églises. En Europe, l'industrialisation, qui a bouleversé les modes de vie, et les attitudes réactionnaires des églises officielles ont créé un gouffre entre les courants révolutionnaires et l'idée même de croyance. Celle-ci apparut à Bakounine et aux anarcho-sindicalistes espagnols comme le symbole même de la soumission et de la répression.

Ainsi, la tentative de correspondance des contraires que tentèrent les anarchistes chrétiens aboutit à une impasse, du moins pour l'Europe. Par contre, dans le tiers monde, les symboles religieux, chrétiens ou issus des cultes traditionnels ont servi de moteurs à des révoltes et à des mouvements sociaux proches de l'anarchisme.

François DAVID

Le grand romancier russe Tolstoï, dans la seconde partie de son activité intellectuelle, a essayé de concilier le christianisme ou plus exactement les enseignements donnés par Jésus de Nazareth (ou à lui attribués) avec l'anarchisme ou absence d'autorité gouvernementale, considérée sous sa forme la plus évidente et la plus brutale : la violence.

Il n'est pas difficile de trouver dans les livres sacrés des chrétiens, particulièrement dans ceux appelés Évangiles, des paroles qui semblent faire de Jésus une sorte de révolutionnaire mystique, de révolté religieux mis au ban de la société de son temps. Il prêche parmi les déshérités, les en marge du milieu social d'alors, il se plaît dans la compagnie des péagers et des gens de mauvaise vie, il s'entoure de personnes appartenant à la classe la plus basse, voire de prostituées, etc., il soulève tout ce monde contre la façon d'enseigner et de se comporter du clergé juif, hypocrite, machiavélique, avide de pouvoir spirituel et temporel comme le sont tous les clergés de tous les temps. On peut voir en Jésus une sorte d'anar-

chiste à l'antique précepte juif *œil pour œil, dent pour dent*. C'est sur cette « non-résistance au mal par la violence » que s'étaye tout le tolstoïsme. Les conséquences qui en découlent sont incalculables, car, pratiquement, la non-résistance se traduit par la résistance passive, c'est-à-dire le refus d'obéissance aux ordres de l'État impliquant emploi de la force ou de la violence, la non-coopération aux services publics dans lesquels il entre sous une forme ou sous une autre de la coaction ou de l'obligation. La grève générale pacifique rentre dans le cadre de l'activité tolstoïenne, etc.

Bien que publiquement et en privé (il me l'écrivit personnellement), Tolstoï se déclarait « anarchiste chrétien », il se montrait volontiers opposé à la création d'un mouvement tolstoïen organisé. Le tolstoïsme était surtout pratique individuelle. C'est individuellement que les tolstoïens refusaient le service militaire, de prêter serment devant les tribunaux, d'envoyer leurs enfants aux écoles de l'État, de payer l'impôt, etc. Les noms suivant nous viennent sous la plume : le refuseur de service

yougo-slaves » sont antérieurs à Tolstoï. Les Doukhobors ont eu une influence sur Tolstoï, Tolstoï les a influencés, mais le « doukhoborisme » est en marge du tolstoïsme.

C'est en Hollande qu'on s'est préoccupé de donner à l'anarchisme chrétien un programme condensant les idées tolstoïennes, éparpillées çà et là. Vers 1900, Félix Ortt et le groupe rassemblé autour de lui publièrent un journal hebdomadaire *Vrede* (La Paix) et des brochures comme *Christelijk Anarchisme* (Anarchisme chrétien), *Denkbeelden van een Christen anarchist* (Pensées d'un anarchiste chrétien), *De Weg te geluk* (la voie du bonheur), *Liefde en Huwelijk* (Amour et mariage). Dans le même temps, de mon côté, je publiais *Ere Nouvelle*, paraissant moins régulièrement mais où je me tenais en contact avec les différents représentants de l'activité tolstoïenne, les Doukhobors, etc.

Le n° 1 de la septième année de *Vrede* (1903) contient sous la signature de Félix Ortt un manifeste anarchiste chrétien que voici :

« Anarchiste chrétien veut dire : 1° disciple du Christ ; 2° négateur de toute autorité (extérieure).

« Est disciple du Christ quiconque cherche en toute droiture à vivre selon l'esprit du Christ, n'importe la secte à laquelle il appartient ou le dogme auquel il se rattache. Vivre selon l'esprit du Christ, c'est :

« Aimer son prochain comme soi-même, et la mise en pratique de cette règle de vie est incompatible avec toute convoitise, toute domination ou, si l'on veut, tout égoïsme. Dans la réalité, « chrétien » et « anarchiste » sont synonymes.

« Pierre, les apôtres, étant chrétiens, étaient anarchistes. C'est ce qu'indique leur réponse aux injonctions des autorités : « il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes ». Et, de même, l'anarchie, la délivrance de toute autorité, ne sera possible que lorsque l'amour régnera dans la conscience humaine, c'est-à-dire lorsque les hommes vivront selon l'esprit du Christ.

« Il va sans dire qu'une foi basée sur la Bible n'est pas nécessaire pour atteindre ce but. Un disciple de Bouddha ou de Lao-Tsé (Confucius), un hindou, un israélite, un musulman, un athée qui recherche la perfection pour lui-même et l'amour pour le prochain, celui-là vit dans l'esprit du Christ.

« Les paroles de Bouddha : « Subjugez la méchanceté par la bienveillance, le mal par le bien », procèdent du même esprit que celles de Jésus : « Mais je vous dis, moi, de ne pas résister au méchant ».

« Lao-Tsé disant : « Celui qui vainc les autres est fort, mais celui qui se vainc lui-même est tout-puissant », fait montre d'une recherche de la sainteté semblable à celle que Jésus indiquait par les mots : « Soyez parfaits comme votre père est Parfait ». Les deux esprits sont les mêmes.

« Deux disciples de cet esprit-là ont exprimé en deux phrases les aspirations de ceux qui ne se satisfont pas de la théorie ni des bavardages, mais qui veulent mettre leurs théories à l'épreuve et traduire les paroles en actes, les voici :

« L'amour n'est l'amour que lorsqu'il se donne lui-même en sacrifice ». (Tolstoï).

« N'aimons pas par nos paroles et avec notre langue, aimons par nos actes et en vérité ». (Saint Jean).

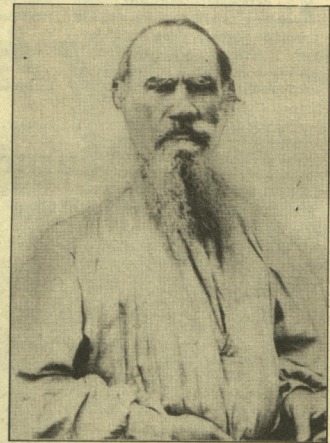


chiste qui finit par succomber au cours d'une lutte trop inégale, mais sans un geste de soumission, ou de rétractation, ni devant le grand prêtre Caïphe, symbole du pouvoir ecclésiastique, le dogme — ni devant le roi Hérode, symbole du pouvoir civil, la loi — ni devant Pilate, symbole du pouvoir militaire, le sabre.

Tolstoï considérait comme base de la doctrine chrétienne : la non-résistance au mal par la violence. Jésus n'a pas seulement commandé à ceux qui le suivaient d'aimer leur prochain comme eux-mêmes (Ev. selon Matthieu, XXII, 39), il leur a prescrit de ne point résister au méchant ou au mal (id., V, 43), en opposition

militaire tchèque Skarvan ; l'ex-juge anglo-indien Ernest Grosby ; Vladimir Tchertkoff le confidant de Tolstoï, et Paul Birukoff, son traducteur, Boulgakoff, son secrétaire ; les Anglais Aylmer Maulde, Arthur St-John, John C. Kennworthy ; les Américains Clarence S. Darrow et Bolton Hall ; l'ex-pape Ivan Trégoubouff, combien d'autres Russes, dont Pierre Véruigne, le « conducteur des Doukhobors », tous se sont efforcés, par la plume, la parole ou le geste, de répandre et de propager le tolstoïsme.

Il convient ici de faire remarquer que les Doukhobors, tous se sont efforcés, par la



Léon Tolstoï.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Judi 25 février
 « 89.4 le matin » (10 h à 12 h) : actualité, faits divers et invités.
 « Mon nom est personne » (12 h à 14 h) : cinéma et théâtre.
 « Si vis pacem » (18 h à 19 h 30) : l'antimilitarisme avec l'Union pacifiste de France.
 « Epsilonia » (22 h 30 à 1 h) : rock et dossiers.

Vendredi 26 février
 « Music Hall » (10 h à 12 h) : magazine des spectacles, animé par l'équipe du T.L.P.-Déjazet.
 « Radio-Espéranto » (18 h à 19 h) : la langue internationale.
 « A bâton rompus » (21 h à 22 h 30) : invités au gré de l'humeur et de la fantaisie de l'animateur.
 « Honky-Tonk » (22 h 30 à 3 h) : jazz et propos insoumis avec les auditeurs.

Samedi 27 février
 « Le père peinar » (10 h 30 à 11 h 30) : un mauvais moment à passer pour l'engeance autoritaire.
 « Chronique syndicale » (11 h 30 à 13 h 30) : les licenciements à la General Electric-C.G.R.
 « De bouche à orteils » (14 h 30 à 16 h 30) : magazine de la chanson avec des invités.
 « L'amarante » (16 h 30 à 17 h 30) : consommation et cadre de vie.
 « Musics in the glen » (17 h 30 à 18 h 30) : musiques et folklore irlandais.
 « Jazz en liberté » (22 h 30 à 24 h) : poussée free.

Dimanche 28 février
 « Ua yu quang bô » (8 h à 10 h) : émission culturelle et d'informations en langue chinoise.
 « La matinée anticléricale » (10 h à 12 h) : propos pieux avec la Libre Pensée.
 « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : magazine des musiques folkloriques.
 « Mag, Mag, Mag » (22 h 30 à 1 h) : rock et musiques progressives.

Lundi 29 février
 « Chronique du lundi » (12 h à 14 h) : magazine de l'actualité et dossiers chauds.
 « Ça urge au bout de la scène » (20 h 30 à 22 h) : magazine sur la chanson française.
 « Humeur criminelle » (22 h à 24 h) : roman noir et polar.

Mardi 1 mars
 « Bibliomanie » (12 h à 14 h) : littérature.
 « La clé de 13 » (19 h 30 à 20 h 30) : parole aux associations.
 « Radio-Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : analyse libertaire de l'actualité proposée par des militants de la C.N.T.-A.I.T.
 « Blues en liberté » (22 h 30 à 1 h) : l'harmonica.

HUMEUR

La vidéothèque !

EH bien oui, je m'élève contre la vidéothèque ! Contre ce monument d'art, de science, de culture, d'intelligence française (que l'on dit un des premiers du monde de ce type) louangé, porté aux nues par tous les médias. Oui je m'élève au nom de ceux qui ne pensent même pas à le faire, conditionnés et imbécilisés qu'ils sont par les valeurs de la société bourgeoise dans lesquels ils baignent dès leur plus jeune âge. Je veux dire au nom des crévés-de-faim de la ville-lumière, de ceux qui mènent la vie précaire des exclus de la société productrice de la vidéothèque.

Mais, que l'on me comprenne bien, je dis aussi, indépendamment des médias et d'une manière objective, que la vidéothèque — par elle-même — est une belle réalisation mais qui fait injure aux miséreux, qui prouve le mépris que la société capitaliste a pour eux en passant leurs besoins en dernière urgence, en priorisant le ludique, en imposant son échelle de valeur qu'en tant, non seulement qu'anarchistes, mais aussi, qu'êtres humains, nous récusons.

Il n'y a pas besoin de se référer à notre idéal pour comprendre qu'il faut d'abord donner à manger aux affamés et ensuite pour-

voir au superflu, et que les nécessités vitales dont sont privés un nombre croissant de nos concitoyens priment toute autre initiative et bien considérer que si une société ne peut, par manque de moyens, se payer le luxe du superflu, son devoir est de s'en passer.

Soyez sûrs que la société libertaire que nous préconisons sera une société de justice dans laquelle régnera une nouvelle échelle des valeurs qui sera mise au point par tous, librement discutée et librement acceptée et non imposée par l'intérêt de la classe dominante, l'aberration et l'aveuglement finalement égoïstes et complices d'une prétendue élite qui n'est que pseudo-élite.

Soyez sûrs, aussi, qu'en venant à nous qui poussons sur ce thème un cri de lucidité au milieu du consensus, de l'apathie, donc de l'acceptation générale, à nous qui dérangeons l'ordre établi, vous œuvrerez pour un monde meilleur. Nous vous demandons simplement de réfléchir et, même si vous n'aurez pas libéré vos bras, vous aurez libéré votre tête. C'est d'hommes libérés dont le monde a besoin.

Roger MALUCE

ON SOUSCRIT, ON S'ABONNE
 AU « MONDE LIBERTAIRE HEBDO »

NOTE DE LECTURE

« Bastille Tango »

PARIS possédait son usine à gaz : Beaubourg, le musée Pompidou. Depuis peu, la capitale est dotée d'une centrale nucléaire... à la Bastille, autrement dit l'opéra du Président ! En 1986, le cinéma Paramount, situé au cœur de l'action de *Bastille Tango*, se dressait encore dans ces lieux. Avec ce polar, Jean-François Vilar promène le lecteur vers la place de la Bastille, rencard de nombreuses manifs. Là, le héros favori de Jean-François Vilar, le photographe Victor — ex-gauchiste —, traîne un amour déçu au milieu de pans de murs écroulés, le loft et d'ateliers d'artistes, de boîtes branchées, telles La Boca, du nom d'un port de Buenos-Aires où naquit le tango. Voici le décor planté.

Ajoutez, pour l'ambiance, des réfugiés argentins, témoins potentiels au procès de leurs tortionnaires, et traqués en plein Paris par un escadron de la mort venu du Nouveau Monde. Pour la bonne bouche, un flic de gauche — auteur d'une bavure — et en voie de clochardisation, une clocharde en voie d'embourgeoisement, des graffiteurs « câblés » pour qui « la politique c'est dépassée », un colleur d'affiches dérangé (au deux sens : propre et figuré). Il ne faudrait pas oublier le patron du journal *Le Soir*, qui paraît le matin (sic), au faux air de Serge July. Voilà assez de personnages hauts en couleur pour un bon polar !



Du côté politique, un aspect jamais négligé par Jean-François Vilar, si les tortionnaires tel le capitaine Ortiz — en 1988, il va toujours aussi bien, merci — ne sont guère épargnés, des éléments de réflexion sont dissimulés le long des pages pour « juger » les actions aventuristes des Montagneros et autres avant-gardistes qui précèdent un des retours des militaires argentins au pouvoir. En Argentine, les militaires ça va, ça revient... C'est pas du tango, c'est de la valse. Mais si l'on veut approfondir et appréhender le pourquoi

du phénomène terroriste qui marque la jeunesse intellectuelle et révolutionnaire latino-américaine, il faut se reporter aux ouvrages de Louis Mercier-Vega, tel *La Révolution par l'Etat*.

D'où le cocktail « spécial *Monde libertaire* » proposé : un chapitre de Mercier-Vega, un chapitre de Jean-François Vilar et en fond sonore du piazzola... en attendant d'abattre les nouvelles Bastilles du Capital et de l'Etat.

Jean-Marc MERCADER

PHILOSOPHIE

Désespoir et béatitude

Présenter un philosophe de manière académique et universitaire dans le *Monde libertaire* serait un peu déplacé. Surtout que André Comte-Sponville ne joue pas les mandarins pontifiants. C'est ce qu'on pu constater les auditeurs de Radio-Libertaire qui l'ont écouté il y a plus de deux ans, quand il est venu présenter le tome I (*Le mythe d'Icare*) de son traité. Impression qui a été renforcée lors de son passage sur l'antenne le vendredi 29 janvier, de 19 h à 21 h (1). Ce soir-là, André Comte-Sponville nous a présenté le tome II : *Vivre*. En deux heures il n'a bien sûr pas été possible de faire mieux que d'effleurer les questions posées. C'est pourquoi il a été décidé de donner un prolongement à cette deuxième émission. Toutes les personnes présentes au 145, rue Amelot, le samedi 27 février 1988, à 16 h, auront tout loisir de dialoguer avec un de nos philosophes contemporains qui se réclame d'un rationalisme intégral. Ce n'est pas si fréquent, alors que l'on assiste à un dévouement agressif des religions, de l'occultisme, de la « para-psychologie », etc.

Y. P.

Une sagesse moderne ?

Imaginons Icare envolé, puis redescendu ; sous la violence du choc, ne pourrait-il décider de renverser sa démarche. Commencer par se vider l'âme des faux espoirs, des craintes qui pèsent sur lui, et amorcer un chemin de solitude et de silence qui instaure la sérénité du vide. Moment préalable d'une négation des illusions, au terme duquel l'effondrement des rêves rendrait possible une autre conception de la vie.

Il apprend alors que la philosophie n'est pas faite pour consoler, mais qu'elle est utile à la vie, parce qu'elle change le regard sur la vie. Degré zéro de l'espérance, la philosophie permet d'assumer le présent perpétuel du monde, tout en restant lucide. C'est peut-être cela la sagesse.

S'agit-il d'un mode de résignation ? Cette sagesse moderne, que propose André Comte-Sponville ordonne-t-elle de se taire et de ne pas agir, c'est ce de quoi il viendra débattre, le samedi 27 février à la librairie du Monde libertaire.

Christian RUBY

André Comte-Sponville, *Traité de la béatitude et du désespoir. Tome I, Le mythe d'Icare ; tome II, Vivre. P.U.F., 1985, en vente à la librairie du Monde libertaire (150 F l'unité).*

(1) Voir le *Monde libertaire* n°691.

FAIRE de la philosophie aujourd'hui ? Cela peut-il servir à quelque chose ? Dans un monde gouverné par l'intérêt et le profit, la question paraît inaudible. Le monde préfère parler vitesse, jouissance, compétitivité, réussite. Il décline ses jeux et ses enjeux sur le mode de l'échange et de la marchandise. Et, sous cette loi, la philosophie ne délivre aucun avantage, n'apporte aucune faveur. Pire encore, la crise aidant, le règne de la misère économique et politique s'étend. Entre le chômage et la concurrence néo-libérale, le partage du monde attribue aux uns la déchéance, la « nouvelle pauvreté », et aux autres, la volonté de puissance.

A quoi bon ?

Alors faire de la philosophie, à quoi bon ? La philosophie sert à philosopher, soit. Et philosopher ? Cela sert à vivre, répond André Comte-Sponville, à apprendre à vivre bien. L'auteur du *Traité de la béatitude et du désespoir* accomplit un choix singulier au milieu de ce que l'on nous offre habituellement sous le nom de philosophie.

Les uns cultivent le cynisme : brader ce à quoi l'on a cru, s'enfermer dans le renoncement aux

idéaux d'antan, et approuver ce qui advient sous le nom de modernisation de l'économie, de sortir « positive » de la crise, de compétition internationale. L'adoption de cette forme paradoxale de philosophie — une philosophie qui se démet et conçoit la vérité comme approbation de ce qui est — n'est plus de l'ordre de la vie.

Les autres veulent poursuivre, aveuglément, les projets d'espérance. Tout demeure possible, disent-ils. Effaçons les erreurs antérieures et recommençons. Ce qui n'a pas abouti mérite attention et relève.

Ne vaut-il pas mieux décider de se retirer de ce cours de choses philosophiques, comme pour suspendre, un moment, ces jeux stériles de la crainte et de l'espoir ? Et, certes, s'il faut parer au plus pressé, pour ne pas tout abandonner, décider de réaliser quand même quelque chose, mais de réaliser autrement ? Face à la vanité du monde, la philosophie demeure. Elle exige une séparation, mais offre des atouts : le matérialisme. Celui-ci n'affiche-t-il pas un potentiel d'inespoir qui, désespéré des égarements, énonce au moins ceci : on peut encore penser aujourd'hui justement, et notamment penser contre ce qui écrase l'homme.



« ÉLECTIONS »

Le P.C.F. en campagne

« **L**E parti était au pouvoir. Ambroise Croizat était ministre du Travail, Auguste Lecœur à la Production et Charles Tillon à l'Air. Chez Renault il y avait du mécontentement comme partout. Ce n'était pas comme aujourd'hui. (...) Bref, dans les ateliers ça rouspétait comme ici. Les voilà qui font la grève. Et tiens-toi bien, grève contre la C.G.T. Et attention, la C.G.T. était unie à ce moment-là. La scission n'avait pas encore eu lieu. D'ailleurs c'est là que ça a commencé, que les ministres communistes ont été expulsés du gouvernement par le socialo Ramadier. Bon, pour en revenir à Renault, c'était l'usine-pilote. Un bastion du parti ! Il y avait là-bas une organisation encore plus forte qu'ici. C'est bien simple, quand Renault faisait grève, toute la métallurgie suivait le lendemain. Ce coup-là, le syndicat ne dit rien. Mieux même, on disait que la grève était conduite par des provocateurs. »

Ainsi parlait le grand Marcel de la S.N.E.C.M.A. à Gabriel Enkiri quand, jeune militant du parti dans les années 60, il se heurtait à la dure réalité de l'histoire (1). Et à l'issue de leur altercation sur la justesse de la politique du P.C.F., le vieux métallurgiste asséna au jeune militant plein d'illusion un terrible raccourci : « Quand ils ont vu qu'ils ne pouvaient pas faire reprendre le travail chez Renault, ils ont eu peur de perdre le contrôle de la classe ouvrière. Il ne leur restait qu'une solution : approuver la grève pour en prendre la direction. A partir de ce moment-là, ils ne servaient plus à rien au gouvernement. Les capitalistes les ont mis à la porte » (2).

C'est là l'ambiguïté du Parti communiste français prétendant représenter la classe ouvrière à lui tout seul et se donnant pour objectif la conquête du pouvoir d'Etat, il ne peut le faire qu'en s'alliant avec d'autres classes, d'autres intérêts...

Quand, à la Libération, le Parti communiste français participait au gouvernement ce n'était pas la pâle effigie que nous avons maintenant devant les yeux. C'était une puissance politique ancrée dans la classe ouvrière et ayant le contrôle quasi exclusif de la C.G.T. (5 millions d'adhérents avant la scission avec F.O.). Mais quand le parti frère d'U.R.S.S. disait qu'il fallait produire au lieu d'instaurer un contre-pouvoir révolutionnaire, Maurice Thorez déclarait qu'il fallait « retrousser les manches » et se mettre au travail. Pour remettre le capitalisme en selle la grève devient : « la meilleure arme des trusts » et il fallait produire toujours plus...

La politique « classe contre classe » des années 20 était bien loin et pourtant le parti représentait une force.

De la guerre froide au programme commun

Après le triomphalisme de la Libération et le leitmotiv de la France pour tous, il fallut pour le P.C.F. se mettre au pas pour la guerre froide tout en expliquant aux masses laborieuses que les « événements » de Hongrie n'étaient qu'un mauvais coup des Etats-Unis. Fallait aussi expliquer que les camarades du Parti communiste yougoslave étaient tout à coup devenus fascistes. Au XX^e congrès du Parti communiste russe, Khrouchtchev prononça à huis clos un discours contre Staline. Il fut publié dans le quotidien *Le Monde* et les militants du P.C.F. durent soutenir mordicus que c'était un faux des services secrets américains...

Pour sortir de cette impasse, il fallait une autre voie... bien sûr confectionnée en haut lieu ! Plus que la déstalinisation, les scissions syndicales c'est mai 68 qui a fait toucher du



doigt aux dirigeants du P.C.F. que leur quasi monopole sur tous les mouvements sociaux était en déclin, voire usurpé. Où a été décidée la tactique du programme commun ? Quoiqu'il en soit (dictée par le grand frère russe ou par le pragmatisme français...) l'alliance avec le P.S. et le M.R.G. sera dominée par la « présence médiatique » de Georges Marchais. Au XXI^e congrès du P.C.F., le rapport du premier secrétaire Marchais se déclare pour « l'union du peuple de France pour le changement démocratique » (24-27 octobre 1974, à Vichy, XXI^e congrès extraordinaire du Parti communiste français).

Après la baffe de 1968, on pouvait, dans un premier temps, dire que le P.C.F. se refaisait une santé en plumant la volaille socialiste. Ce qui était vrai pour une époque où le P.S. n'était bien souvent qu'un rassemblement de notables humanistes (3).

Avec le recul, on peut se dire que la social-démocratie française a gagné la bataille à l'endurance. Le P.S. a repris le mythe pseudo-gaullien de l'« homme providence pour la France » et ramasse 27% d'intention de vote pour le 1^{er} tour de la prochaine présidentielle. L'ancien parti triomphant de la Libération espère ne pas passer en-dessous des 5%.

On n'analysera pas ici les causes profondes du déclin du P.C.F., on se bornera à se poser la question : pourquoi André Lajoinie ? Pourquoi l'appareil du Parti communiste français fait-il « revenir à la base » son présidentiable fétiche Georges Marchais ? Des voix internes du parti ont plus que critiqué la personnalité, la politique, l'image de Marchais qui amusait la galerie médiatique, mais faisait baisser les sondages. Mais au lieu d'un professionnel de la politique, on met en avant un « militant anonyme » blanchi sous le harnais que l'ensemble du parti soutient en traînant des pieds...

Stratégie de déclin ?

Au dernier comité central du P.C.F. ça a, paraît-il, rué dans les brancards, toutes proportions gardées. La candidature d'André Lajoinie et les sondages, le report des voix au second tour, la démobilisation des militants.

Les milieux bien informés disent même que tout est déjà pipé : le parti sait qu'il va perdre, la candidature Lajoinie c'est pour préserver l'image de marque de Marchais. Il y aurait à l'intérieur de l'appareil une tendance qui serait partisane d'un durcissement des positions, qui se

traduirait par : « moins on sera, plus on se retrouvera la pureté originelle ». C'est ce qui s'appelle aussi la politique du bunker...

Tout le monde n'est pas d'accord dans les organes dirigeants du P.C.F. et même, selon certains, il y a « des difficultés parfois rencontrées auprès des communistes militants syndicalistes, nous devons montrer que si le poids du P.C.F. diminue demain, la lutte dans les entreprises serait difficile ; ce ne serait ni bon pour la C.G.T. ni bon pour les travailleurs » (4).

Donc pour le P.C.F. même si l'on ne possède pas la carte du parti, même si on est contre le rôle dirigeant de celui-ci, on est affaibli

quand celui-ci baisse ! Du Lénine à la méthode Coué !

« Si tout le monde attaque le P.C.F. et la C.G.T. c'est qu'ils ont raison, car ils défendent les véritables intérêts des travailleurs », pensent globalement les militants fidèles du P.C.F. reprenant le slogan de la Libération : « le parti a toujours raison, le parti ne peut pas se tromper ! » Malheureusement, pour un parti électoraliste, les résultats électoraux baissent. C'est André Lajoinie qui est candidat, et c'est Marchais qui apparaît encore le plus souvent dans les médias.

Alors, au P.C.F., ça verrouille partout et on envoie un militant corrézien se faire flinguer en première ligne ?

A. PIERRE

(1) Gabriel Enkiri, Militant de base, *Mercure de France*, 1971.

(2) Pendant la grève de Renault en avril-mars 1947, le Libérateur avait triplé ses ventes.

(3) Aux beaux temps de l'Union de la gauche, les colleurs d'affiches unitaires n'étaient pas souvent du P.S., ce qui créait des frictions à la base !

(4) Propos rapportés par l'hebdomadaire Rouge qui, Juquin oblige, est branché sur les remous internes du P.C.F.

(5) Hégémonie qu'il avait à cause de ses méthodes, mais aussi et encore par l'efficacité de certains de ses militants sur le terrain.

ANDRÉ LAJOINIE

On lui a demandé...

DANS les librairies, il est assez dur de trouver de la documentation sur André Lajoinie, Chirac, Barre, Mitterrand ont leurs historiens et commentateurs, mais le candidat actuel du P.C.F. à l'élection suprême en est réduit à la portion congrue : les Editions sociales-Messador, émanation directe du parti.

Les « feuilles à scandales » et déviantes communistes divers n'ont rien trouvé de croustillant dans la vie du militant exemplaire qu'est André Lajoinie (« humain, bossueur, battant »). Pas de tourisme allemand aux usines Messerschmidt à la mauvaise époque, pas de jeunesse turbulente ou d'arrivisme forcené. Rien que du bon dans ce militant venu de la Corrèze et dévoué de tout temps à son parti.

Né en 1930 dans une famille paysanne, il y a appris « l'hospitalité due à autrui ». Son père a adhéré au Parti communiste français à la Libération et lui aux Jeunesses communistes en 1946. Deux ans plus tard, il adhère au parti. Comme il le dit lui-même, dans le livre-interview *A cœur ouvert* : « Quant à ma propre adhésion, je l'ai donnée parce qu'on me l'a tout simplement demandé. » Révélateur de la part du jeune camarade Lajoinie... Plus tard, il vivra 14 ans à la cité des « Quatre mille », à la Courneuve. Là, il a aidé à organiser la première cellule du parti avec plusieurs nationalités : Portugais, Espagnols, Maghrébins...

Plus tard, il a fait du journalisme, d'abord à *L'Echo du Centre* et après, pour parfaire son « éducation autodidacte », il a été à l'université de Moscou à l'école internationale. Il y a même écrit une thèse sur le capitalisme monopoliste d'Etat. Sept ans pré-

Bref, André Lajoinie, un militant communiste comme nous en connaissons tous : avec la foi du charbonnier. Pourquoi l'avoir mis là où il se trouve maintenant ? Ça c'est une question qu'il faut poser à la direction du Parti communiste français !



Il est toujours derrière...

sident du groupe communiste à l'Assemblée, le seul point d'ombre serait peut-être son rôle dans le transfert de l'hebdomadaire *La Terre* de l'imprimerie de l'Humanité vers la province. Mais, dans cette affaire de licenciements on manque d'informations...

Dimanche dernier Lajoinie était l'invité du Grand jury à R.T.L., le lendemain Georges Marchais était à France Inter invité à Face au public ! Quel est le vrai candidat ?

A. P.